



Données de référence 2020 (01/01/2020 - 31/12/2020)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 19/03/2021 - 01/10/2021

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 35^{ème} réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2020 – 2022, portant sur les données de l'année 2020.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondez aux questions.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1 Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[2 845 955]



=

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, des dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €).

	Montant
Niveau national ou fédéral	4 339 975 409 [] NA [] NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	[] NA [X] NAP

Commentaires



=

003. PIB par habitant (en €) en prix courants pour l'année de référence

[4 460]

Commentaires

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[5 200]

[] NA

Commentaires

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[123.62]

Autorisation de décimales : 5

[] NAP

Commentaires

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources :

1.1.2 Données budgétaires relatives au système judiciaire



006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux du budget alloué au ministère public et/

ou de celui alloué à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	24 778 212 [] NA [] NAP	23 517 830 [] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	18 168 268 [] NA [] NAP	17 963 902 [] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation (2.1 + 2.2)	273 242 [] NA [] NAP	162 704 [] NA [] NAP
2.1 Investissements dans l'informatisation	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2 Maintenance des équipements informatiques des tribunaux	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	290 280 [] NA [] NAP	265 954 [] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	1 650 000 [] NA [] NAP	1 515 823 [] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	84 878 [] NA [] NAP	966 [] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	4 311 544 [] NA [] NAP	3 608 481 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Figures given above are related to courts' budget only.

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux du budget public alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
---	---------------------	---------------------

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

=

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	() Oui, au début de la procédure () Oui, à un stade ultérieur (X) Non
en matière autre que pénale	(X) Oui, au début de la procédure () Oui, à un stade ultérieur () Non

S'il existe des exceptions à l'obligation de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions : The Code of Civil Procedure provides for exemption from court fees for certain categories of subjects (Article 105 / b). Law no. 111/2017 "On Legal Aid Guaranteed by State" which constitutes the legal framework for providing legal aid to certain categories of subjects (Article 10, 12, 13 of the Law). Law No. 98/2017 "On Judicial Fees in the Republic of Albania" provides for the possibility of excluding certain subjects from the court fee (Article 9).

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- Most recently, the High Judicial Council, with decision No. 641, dated 23.12.2020, based on Law no. 98/2017 "On court fees in the Republic of Albania", Law no. 115/2016 "On the governing bodies of the justice system", as amended, Law no. 98/2016 "On the organization of the judiciary in the Republic of Albania", Law no. 111/2017 "On legal aid guaranteed by the state", Law no. 9975, dated 28.7.2008 "On national taxes" and Law no. 9920/2008 "On tax procedures in the Republic of Albania", provided for: types and measures of court fees, special court fees, additional court fees, and how court fees are collected and paid.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[30]
[] NA
[] NAP

Commentaires It is 1% of the amount involved. In this case 30€.

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[3 420 000]
[] NA
[] NAP

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	372 951 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	128 689 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	244 262 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	140 488 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	20 466 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	120 022 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The above data is referred to the implemented/ allocated budget of Free Legal Aid Directorate for 2020. The difference between allocated budget and implemented budget has come as a result of delays in the recruitment of FLAD staff but also employees of primary legal aid service centers in the districts of the Republic of Albania. Also, another factor is related to the financing procedures of 12 authorized non-profit organizations which provide primary legal aid, a procedure which is expected to start in March 2021.

Following the approval of the legal aid law, the budget of legal aid was increased substantially to provide for primary and secondary legal aid. The law foresees the opening of legal clinics, that will provide primary legal aid to all citizens. For 2020, 8 legal clinics were foreseen to be opened. Additionally, the criteria for providing secondary legal aid were clarified in the law, and they granted legal aid to a considerable number of applicants. With the establishment of the Legal Aid Directorate, courts started to grant secondary legal aid to applicants. (the Directorate is in charge of administering the court decision, and making the payment to the lawyer, based on that court decision). Hence, all these activities, were supported by an increased budget.

=

012-2. L'aide judiciaire inclut-elle :

L'aide judiciaire inclut:

La couverture des taxes / frais de justice	(X) Oui () Non [] NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	(X) Oui () Non [] NAP

Commentaires The Law no. 111/2017 on State Guaranteed Legal Aid foresees a comprehensive system of • Primary Legal Aid (“out of court support”)

- Secondary Legal Aid (representation by an advocate in a court procedure) and the
- Exemption from court fees and court costs

Article 3 (h) of the law defines the term “Exemption from court fees and costs” as a form of free-of-charge legal aid, for the exemption from payment of court fees and other court costs, by decision of the competent court, if the criteria imposed by this law are fulfilled.

Article 3 (i) and (j) define the terms •“Court fees” as the fee in accordance with the definition provided by the legislation in force on court fees in the Republic of Albania and •”Court costs” as the expenses made in the framework of the judicial proceeding, necessary for adjudication in accordance with the meaning given in the procedural legislation, except for the court fee.

The court costs are paid by the Free Legal Aid Directorate according to the procedures for the payment of court costs (Article 28 (2)). The bylaw on the remuneration of experts and witnesses (Art 28 (3)) and the procedures for the payment of court costs (Art 28 (4), 7 (gj)) regulates with which amount and when experts and witnesses are paid.

=

012-3. Les budgets de l'aide judiciaire indiqués dans les Q12 et Q12-1 incluent-ils :

	Montant calculé/estimé inclus
La couverture des taxes / frais de justice	() Oui (X) Non [] NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires Legal aid budget does not include court fees. Persons, entitled to secondary legal aid are entitled to exemption from payment of general and special court fees as defined in the law on court fees in the Republic of Albania. These fees, if exempted, are not collected by the courts.

=

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	18 912 195 [] NA [] NAP	17 700 730 [] NA [] NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

=

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre ministère	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Parlement	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Cour Suprême	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Tribunaux	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Organisme d'inspection	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaire - Si « Autre ministère », et/ou « Organisme d'inspection », et/ou « Autre », veuillez préciser : Please note that based on the judicial reform, and the establishment of the High Judicial Council, the main responsibility in the preparation, management and evaluation of the judicial budget is the responsibility of the Council. Prior to the establishment of the Council, the institution in charge was the Office for the Administration of the Judicial Budget.

**014-0. Quels sont les critères utilisés pour allouer les ressources financières entre les tribunaux ?
En outre, veuillez sélectionner maximum trois critères principaux d'allocation :**

	Critères utilisés	Critères principaux
Coûts budgétaires des années précédentes	[X]	[X]
Evaluation des besoins particuliers	[X]	[X]
Nombre de juges/non juges	[X]	[X]
Nombre d'affaires nouvelles	[]	[]
Nombre d'affaires pendantes	[]	[]

Nombre d'affaires terminées	[]	[]
Autre	[]	[]

[] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser :

014-1. Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein d'un tribunal de première instance ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Président du tribunal et/ ou juge(s)	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Directeur de l'administration du tribunal et/ou non-juges	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Organe mixte (juge(s) et non-juge(s))	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP

Commentaires - Si « Autre », veuillez préciser. Si les responsabilités sont différentes selon le type/degré de juridiction, veuillez répondre à la question pour les juridictions de première instance de droit commun et décrire les différences en commentaire :

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : LAW1 No. 98 / 2016 (amended by Law no. 46/2021) ON THE ORGANISATION OF THE JUDICIAL POWER IN THE REPUBLIC OF ALBANIA, can be accessed on <https://euralius.eu/index.php/en/library/albanian-legislation?task=download.send&id=193&catid=88&m=0>

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	122 399 288 [] NA [] NAP	115 677 074 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part

importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : budget planned based on the needs of the system

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus
Tribunaux	(X) Oui () No <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire	(X) Oui () No <input type="checkbox"/> NAP
Ministère public	(X) Oui () No <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus
Système pénitentiaire	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP
Service de probation	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP
Conseil supérieur de la magistrature	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP
Conseil supérieur des procureurs	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP
Cour constitutionnelle	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP
Service de gestion du système judiciaire	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP
Service de l'avocat d'Etat	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Service de l'exécution	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Notariat	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP

Service d'expertise légale	() Oui (X) Non [] NAP
Protection judiciaire de la jeunesse	(X) Oui () Non [] NAP
Fonctionnement du ministère de la Justice	(X) Oui () Non [] NAP
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	() Oui (X) Non [] NAP
Service d'immigration	() Oui (X) Non [] NAP
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	(X) Oui () Non [] NAP
Autres	(X) Oui () Non [] NAP

Si « Autres », veuillez préciser : The budget also includes the functioning of the vetting institutions (Independent Qualification Commission, Public Commissioners and Appeals College), the School of Magistrates, the High Prosecutorial Council and the Special Prosecution against Corruption and Organized Crime.

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : .

1.2 Organisation et gestion des tribunaux et des ministères publics

015-4. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des tribunaux individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du tribunal concerné ?

- As per LAW no. 98/2016 ON THE ORGANIZATION OF JUDICIAL POWER IN THE REPUBLIC

Judicial administration is the task of the High Judicial Council, the Court Council, the president of the court, the chancellor, the various categories of civil servants and any other institution designated by law. All these bodies cooperate to ensure that the judiciary is independent, efficient, reliable and transparent.

The chairperson of a court is elected according to the criteria and procedure set out by the Law “On the Status of Judges and Prosecutors in the Republic of Albania” and shall have the competences set out by this Law. In the absence of the chairperson, the competences of the chairperson are exercised by the deputy chairperson.

The deputy chairperson shall have at least five years of professional experience as judge, including at least three years at the same level. The deputy chairperson shall be elected for a non-renewable mandate of three years by the general meeting of judges among the

judges who exercise the function in that court.

The chairperson of a court is responsible for the overall judicial management and performs these duties:

- a) Represents the court in relations with third parties;
- b) Adopts, at the beginning of year, a list that is updated whenever needed, assigning judges for trials in urgent cases as determined by law, by alphabetical order on the basis of surname, in accordance with the rules established by the High Judicial Council;
- c) Maintains contacts with the control groups of other state institutions, becomes acquainted with the purpose and object of the control and creates possibilities for them to perform the duty;
- ç) Oversees that judicial ethics and solemnity are observed, as well as co-operates with the High Judicial Council in regard to the ethical and professional evaluation of judges;
- d) Oversees the judges' work discipline and requests the initiation of investigations into an alleged disciplinary misconduct of the judges at their courts;
- dh) Ensures the organisation and the functioning of judicial administration in the court in regard to non-judicial activities via the chancellor, unless otherwise provided by this law;
- e) Convenes, prepares and chairs the meetings of the general meeting of judges and the Court Council, unless otherwise provided by this law;
- ë) Guides and supervises the chancellor;
- f) Verifies complaints, investigates disciplinary misconducts and proposes the initiation of disciplinary proceedings against the chancellor;
- g) Takes actions and decisions in relation to the status of judicial civil servants as provided by this law;
- gj) Ensures the implementation of decisions of the High Judicial Council, in particular in regard to the measures aiming at enhancing the efficiency and quality of judicial services;
- h) Ensures access and the manner of using the case management system in compliance with the general state policies in the field of technology and security of information and rules adopted by the High Judicial Council in accordance with provisions of the Law "On Governance Institutions of the Justice System in the Republic of Albania";
- i) Performs any other tasks in regard to non-judicial activities of the court as set out by law or decision of the High Judicial Council.

The Court Council shall consist of the following three members:

- a) The chairperson of the court acting as chairperson of the Court Council;
- b) The deputy chairperson of the court;
- c) The chancellor of that court

The Court Council shall have the following competences:

- a) Approves job descriptions of all categories of judicial civil servants and court employees, according to the model adopted by the High Judicial Council, and in special cases adopts them to the needs of the court and the job criteria;
- b) Takes decisions relating to the status of judicial civil servants as set out in this law;
- c) Approves the structure and organogram of the court administration, according to the model adopted by the High Judicial Council, and in special cases adopts them to the needs of the court and the capabilities of the incumbents;
- ç) Approves the court structure and the assignment of judges to sections and panels after having received the opinion of the general meeting of all judges, following general rules established by the High Judicial Council;
- d) Examines complaints linked to court infrastructure issues, auxiliary services in courts and other

issues not related to the performance of judicial administration tasks and reports to the High Judicial Council on complaints and on the measures taken in accordance with the rules issued by the High Judicial Council;

dh) Assesses and revises the draft budget elaborated by the finance officer before submitting it to the High Judicial Council;

e) Provides information, opinions or reports requested by other state institutions according to the law;

ë) Cooperates with the School of Magistrates and the High Judicial Council on issues relating to the initial and continuous training of judges and judicial civil servants;

f) Organizes regular meetings with court users in order to enhance the efficiency and quality of justice;

g) Adopts specific rules on safekeeping and security matters in the court;

gj) Performs other task assigned by law.

1. The chancellor shall be responsible for managing the court administration and in particular shall have the following competences:

a) Be a voting member of the Court Council in compliance with Article 27 and of the Restructuring Committee according to Article 66 paragraph 6 of this Law;

b) Takes actions and decisions in relation to the status of judicial civil servants as provided by this law,

c) Oversees the organisational and documentation process of allocation of judicial cases by lot;

ç) Appoints, guides, supervises and dismisses court employees;

d) Oversees the maintenance of the court premises.

2. The chancellor shall, upon consultation with the chairperson of the court, be responsible for the: Project Funded by the European Union Page 19 of 49

a) Functioning of the case management system in the court in accordance with the legislation in force on technology and security of information, overseeing the accurate gathering and processing of data;

b) Delivery of periodical reports to the High Judicial Council on the usage and functioning of the case management system;

c) Reporting without delay to the High Judicial Council on needs and necessary updates of functions of the case management system;

ç) Guiding and supervising the work of the judicial civil servants of the court.

d) Gives the High Judicial Council and the Ministry of Justice access to statistical data to the extent these institutions need to exercise their competences as established by law;

dh) Performs any other task as set out by law or as authorised by the chairperson

1. The court administration fulfils its mission through the following services:

a) Judicial services directly supporting judicial activities, including documentation and activities performed by legal advisors, legal assistants, the chief secretary and judicial secretaries;

b) Administrative services that include finance and budgeting, external and public relation, information technology, judicial archive, security and human resources.

c) Support services that ensure in particular the performance of services of notifications, assisting the hearing panel or the chairperson of the hearing session, and any other activity relating to the order and the appropriate conduct during the hearing session, transport services, maintenance of the court premises.

Project Funded by the European Union Page 20 of 49

2. The activities to be regularly carried out for each of these services shall be listed in the standard job descriptions issued by the High Judicial Council.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

015-5. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des ministères publics individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du ministère public concerné ?

- According to the Law 97/2016, “On the organisation and functioning of the prosecution in the Republic of Albania”, as amended, the management of individual public offices is main responsibility of the head of the prosecution office. He is responsible for organising the work and taking necessary measures on the well-functioning of the prosecution office, organizes the allocation of cases to prosecutors based on the objective and transparent criteria, monitors the prosecutor’s work discipline and requests to the High Justice Inspector to initiate inspections for prosecutor’s discipline violations, oversees the organization and functioning of the administration of the prosecution office in regard to non-prosecutorial activities, ensures the use of case management system in the prosecution office, approves the internal rules of procedure for the organisation and functioning of the office, etc. The head of the prosecution heads the prosecution office as the main official of this prosecution. The head of a prosecution office takes measures to ensure the fulfilment of the administrative functions of the prosecution office, including the keeping of registry books and reports, maintenance of protocol and archive, financial and material administration, IT management, the internal division of tasks, the review of complaints and other tasks related to the activities of the prosecution office.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

2. Accès à la justice et à l’ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1 Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L’aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

New node

016-1. Veuillez décrire brièvement l’organisation du système d’aide judiciaire dans votre pays à la

fois avant et durant la procédure devant le tribunal :

- Primary legal aid

The possible providers of primary legal aid are • Specially trained officers in primary legal aid service centers (or other premises) (Article 14) • NPOs providing primary legal aid (Article 15) • Legal clinics at the higher education institutions providing legal aid (Article 16).

The application for primary legal aid can be made orally or in writing. The applicant has to fill in a self-declaration form with the respective form and attach the documentation required (as foreseen by the sublegal act). The form for the request can be found in Appendix 1 of the Order No 225 dated 25/3/2019 on the Approval of the Forms of Legal Aid guaranteed by the State. The form and self-declaration are sufficient to prove that the applicant meets the conditions for primary legal aid. The provider of primary legal aid is not meant to carry out further investigations if the given information is correct. If the conditions are met primary legal aid is delivered immediately (if possible) or a date for the provision of primary legal aid is given to the party. A record is kept with the content as foreseen in Article 17 (7) that is further specified in Art 6 of the Instruction No. 1, dated 08/03/2019 of the Minister of Justice on “The approval of rules and procedures for the collection, completion and administration of registers’ data”.

If during the provision of primary legal aid it becomes evident, that the need for delivery of secondary legal aid services exists, the party should be accordingly informed and assisted.

-Secondary legal aid

Secondary legal aid is (Article 18) provided by advocates included in the list approved by the National Chamber of Advocates, upon the request (according to the form) of the person entitled to receive secondary legal aid under articles 11 or 12 of the law. Secondary legal aid is first approved by decision of the court or proceeding body. The individual lawyer is then in principle appointed and also replaced by the local chamber of advocates. The rights and interest of the state are protected by the Directorate: it may appeal decisions and seek reimbursement.

The request can be lodged in person or through post (Article 19 (1)), also through a legal representative or a representative supplied with power of attorney, or by the spouse, cohabitant or kin relation of the first degree (Article 19 (2)). The request can be lodged at the following stages (Articles 19 (1), 22 (5)): • before the initiation of a judicial proceeding, • at the initiation of a judicial proceeding and/or • at any stage of a judicial proceeding, until judicial investigation has not been declared closed. The request is exempted from fees and costs.

The court examines the request for secondary legal aid in compliance with the provisions of the procedural legislation and as much as possible, with the provisions of the Law on Legal Aid.

The court may eventually accept or dismiss the request. The time of decision depends on when the application was lodged: • The court has to decide within 5 days from the date of receipt of the request, when the request has been submitted before initiation of the judicial proceeding (paragraph a); • during the preliminary actions or in the preparatory session before the scheduling of the judicial session/hearing, when the request for legal aid has been submitted • according to the provisions of the procedural legislation and the provisions of this law, when the request has been filed during judicial examination.

The decision of the court on the approval or dismissal of the application has to be notified to • the applicant

• the person who has submitted the request for secondary legal aid, if different from the applicant; • the proceeding body, if the conditions of Article 21 of this law apply • the Directorate and

• the local chamber of advocacy, in case the request for secondary legal aid has been approved. The Directorate keeps a register of requests and self-declaration. Its content is governed in Article 7 Instruction of the Minister of Justice on “The approval of rules and procedures for the collection, completion and administration of registers’ data”.

The decision of the court on legal aid has to be notified to the Local Chamber of Advocates (Article 23 (d)). The Local Chamber of Advocates then appoints the advocate (if Art 21 does not apply) • from the list of advocates • who have a yearly contract with Directorate • according to the principle of rotation. The chamber forwards its decision on the appointment of the specific advocate together with the decision of the court to the advocate and the party.

The advocate is paid according to the remuneration scheme set by the Ministry of Justice (Article 7 (g)) by the Directorate (see point d on mandatory defence, pursuant to the provisions of Article 49 (7) and Article 49/a of the Criminal Procedure Code).

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser : Persons, entitled to secondary legal aid according to articles 11 or 12 this law, shall be entitled to exemption from: a) payment of general and special court fees as defined in the law on court fees in the Republic of Albania; b) payment of court costs (expenses for translators, witnesses, experts, site inspection or examination of items in situ) as defined in the procedural legislation; c) the obligation for prepayment of the fee for initiating execution of the execution order to the state judicial bailiff service.

According to article 29 of the law, persons who have benefited secondary legal aid under the provisions of this law, shall be entitled for not repaying the fee for initiating execution of the execution order to the state judicial bailiff service.

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The Instruction No 4, dated 12.12.2012, of the Council of Ministers "On the Determination of the amount of expanses and Payments of Experts and Witnesses during the Trial" and the "Instruction on some amendments and addenda to instruction No 4, dated 12.12.2012, of the Council of Ministers "On the Determination of the amount of expanses and Payments of Experts and Witnesses during the Trial" and the Instruction of the Minister of Justice No. 6, dated 20/08/2019, on rules and procedures for making the payments of the judicial expenses, wherefore the exemption has been decided in the event of granting legal aid" foresee the following system:

On the selection of experts: The court invites experts who provide expertise in a judicial process, based on the records of the Electronic Register of Experts (Article 1 Instruction No 4, dated 12.12.2012, of the Council of Ministers and calls an expert outside the Electronic Register of Experts only when, for the needs of the process, the expert is required from specific areas of expertise for which the law does not provide their licensing . Any expert cannot be assigned to provide his expertise in more than 30% of the number of court cases for which the same type of expertise is required within a calendar.

Experts are eligible to certain travel expanses and allowances (depending on the distance of their residence from the court) and a maximum payment of 40 000 ALL. The details are governed by the Instruction of the Minister of Justice No. 6, dated 20/08/2019, on rules and procedures for making the payments of the judicial expenses, wherefore the exemption has been decided in the event of granting legal aid. The Directorate makes the payments based on the court decision. Within 15 days as of the date of pronouncement by the court of the decision for exemption from the payment of judicial expenses , the witness, expert and translator shall submit at the Directorate the taxation documents for the services provided and, as appropriate, the supporting documentation as mentioned in Article 4 of that Instruction. The failure to provide a tax documentation under the provisions of the legislation in effect for taxation consists a cause for not making the payments. At the end of each month the Directorate makes (depending on the budget available) the payments of judicial expenses, according to the chronological sequence of the notified judicial decisions and consolidated with the establishing documentation (Articles 6, 8 of the Instruction) and notify the recipient, the beneficiary of legal aid and the court of the payment (Article 7 of the Instruction).

Cost for legal professionals such as notaries, are not provided by legal aid law.

2.1.2 Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	1 926 [] NA [] NAP	97 [] NA [] NAP	1 829 [] NA [] NAP
En matière pénale	337 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP	332 [] NA [] NAP
En matière autre que pénale	1 589 [] NA [] NAP	92 [] NA [] NAP	1 497 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : The Law no. 111/2017 on State Guaranteed Legal Aid (Law on Legal Aid) entered into force on 1 June 2018. It foresees a comprehensive system of •Primary Legal Aid (“out of court support”)

- Secondary Legal Aid (representation by an advocate in a court procedure) and the
- Exemption from court fees and court costs.

Primary legal aid is defined in Article 3 (b) of law no. 111/2017. It comprises -providing of information regarding the legal system and legal acts, -the delivery of counselling, -the delivery of advice on the procedures of mediation and the alternative means of dispute resolutions,

-the delivery of assistance in drafting and establishing of documentation to -representation before administration bodies, -the delivery of all other forms of necessary legal support not constituting secondary legal aid.

The possible providers of primary legal aid are

- Specially trained officers in primary legal aid service centers (or other premises) (Article 14)
- NPOs providing primary legal aid (Article 15)
- Legal clinics (Article 3 (ë)) providing legal aid (Article 16).

Secondary legal aid is (Article 18)

- provided by advocates included in the list approved by the National Chamber of Advocates, •upon the request (according to the form) of
 - the person entitled to receive secondary legal aid under articles 11 or 12 of this law. Secondary legal aid is first approved by decision of the court or proceeding body. The individual lawyer is then in principle appointed and also replaced by the local chamber of advocates
- Referring to the terminology used in this report, the section "Cases brought to court" is filled with the data collected by "Secondary legal aid and exemption from court fees and fees cases" while the section "Cases not referred to court" is completed with "primary legal aid" data.

Also, we highlight that the Instruction No. 1, dated 08/03/2019 of the Minister of Justice on “The approval of rules and procedures for the collection, completion and administration of registers’ data” determines that: Each state guaranteed legal aid service provider shall periodically send to the Directorate every month, the data of requests and self-declarations of the requesting entities submitted in order to receive state guaranteed legal aid. The data is sent within the first 5 (five) days of the month following the reference month. Consequently, in the conditions when the data on the cases handled during February are reported within 5 March 2021, the cases handled by primary and secondary legal aid providers for February 2021, are not included in this report.

020-1. Veuillez indiquer les délais de la procédure pour l’octroi de l’aide judiciaire, c’est à dire la durée allant de la demande initiale d'aide judiciaire à l'approbation finale de cette demande.

	Durée en jours
Durée maximale prescrite dans la loi/règlementation	[X] NA [] NAP
Durée moyenne réelle	[X] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez préciser si les délais prévus sont fixés dans une loi ou une autre réglementation. En outre, veuillez préciser si des délais différents sont prévus pour les affaires pénales et les affaires autres que pénales : Primary legal aid: If the conditions are met, primary legal aid is delivered immediately (if possible) or a date for the provision of primary legal aid is given to the party. No maximum time duration prescribed in law/regulation. Actual average duration is 2 (two) days.

-Secondary legal aid: • The court has to decide within 5 days from the date of receipt of the request, when the request has been submitted before initiation of the judicial proceeding (paragraph a); • during the preliminary actions or in the preparatory session before the scheduling of the judicial session/hearing, when the request for legal aid has been submitted • according to the provisions of the procedural legislation and the provisions of this law, when the request has been filed during judicial examination. The local chamber of advocates appoints within 8 hours from the decision of the court to accept the request for the provision of secondary legal aid an advocate from the list of advocates according to the order in the list, starting with the advocate ranked first. The local chamber shall immediately notify the Free Legal Aid Directorate of the appointment of an advocate. Maximum time 6 days Actual average duration is 2 weeks without appeal procedure and 1 month in cases with appeal procedure.

=

021. En matière pénale, les personnes n’ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l’assistance gratuite (ou financée par un budget public) d’un avocat?

	Assistance gratuite d’un avocat
Personnes mises en cause	(X) Oui () Non
Victimes	(X) Oui () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Articles 10 to 12 of the law stipulate general criteria that have to be fulfilled both to qualify for primary and secondary legal aid and the exemption of costs and fees. Article 10 deals with the general conditions, Article 11 with special categories of beneficiaries and Article 12 with persons with insufficient income and property.

Persons with insufficient income and property can benefit from legal aid services regardless they are accused individuals or victims in cases for which is not applied the mandatory defense in accordance of the criminal procedural legislation.

According to article 12 of the law the right to benefit legal aid is possessed by everyone that proves that they have insufficient income and property to bear the costs for counselling, representation and/or defense in criminal cases, in administrative and in civil law cases. The income of a person living in a household shall be considered insufficient, if the total income of all household members, divided by their number, is lower than 50 percent of the monthly minimum wage, as defined according to the legislation in force. The income of a person, not living in a household, shall be considered insufficient if it is lower than the level of the monthly minimum wage, as defined according to the legislation in force. The property of a person shall be considered insufficient if its total value does not exceed the value of 36 monthly minimum wages, as defined according to the legislation in force

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	() Oui (X) Non [] NAP
Victimes	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires According to Article 58 (ç) Code Criminal Procedure (The rights of the victim of the criminal offence) the victim of a criminal offence has the right “to choose a defence lawyer and when it is the case to receive free legal aid pursuant to the legislation into force”. Articles 36 and 37 of the Decision of the Prosecutorial Council No 231, dated 12.11.2019, on the approval of the regulation for the rules of guaranteeing the mandatory defence and appointment of the defence counsel based on the principle of rotation from the list of

advocates providing secondary legal aid services in the criminal process contain further provisions relevant for victims: The rules based on the instruction on the rules for the implementation of the principle of rotation in assigning lawyers who will provide legal aid shall be applied for the victims of the criminal offence as well as the accusing victims regarding their claims on the submission of the civil claim inside and outside the criminal process.

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d’octroyer l’aide judiciaire complète ou partielle ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez préciser si d’autres critères sont pris en compte pour l’octroi de l’aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l’interprétation des données ci-dessus : The income of a person living in a household shall be considered insufficient if the total income of all household members, divided by their number, is lower than 50 percent of the monthly minimum wage (currently 30.000 ALL), as defined according to the legislation in force.

The income of a person, not living in a household, if it is lower than the level of the monthly minimum wage (currently 30.000 ALL), as defined according to the legislation in force.

If a person living in a household requests legal aid for a case against another member of the same household, paragraph 2 of this article shall not apply. The income of this person shall be considered insufficient in the meaning of paragraph 1 of this article if it is lower than the level of the minimum wage, as defined according to the legislation in force.

The property of a person shall be considered insufficient if its total value does not exceed the value of 36 monthly minimum wages, as defined according to the legislation in force.

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	[X] NA [] NAP	8 736 [] NA [] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

024. Est-il possible de refuser l’aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l’action (par exemple pour caractère abusif de l’action en justice ou lorsque l’action n’a aucune chance d’aboutir) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l’aide judiciaire :

025. La décision d’accorder ou de refuser l’aide judiciaire est-elle prise par :

(X) le(s) juge(s) en charge de l’affaire principale

() un autre juge ou fonctionnaire

() une instance extérieure au tribunal

() plusieurs autorités (tribunal et organe externe)

Commentaires Please note that a request for legal aid can be filed prior to filing the main case. In this case, the request can possibly be adjudicated by another judge, that might be different from the judge that will be allocated for the main case latter on. However, the request can also be filed as a joint request with the lawsuit or latter on during the proceedings. In this case, the decision would be taken by the judge dealing with the main case.

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	() Oui (X) Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

Commentaire - Si vous répondez par la négative, veuillez spécifier comment les frais de justice sont distribués : In criminal cases the legal costs are on the defendant or on the state as provided by article 485 of the Criminal Procedure Code: there is no sharing, while concerning the civil and administrative cases, as provided by Civil Procedure Code (art. 106 and 310) the sharing of direct legal costs is directed by the judicial decision.

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : HJC: article 485 of the Criminal Procedure Code, art. 106 and 310 of the Civil Procedure Code

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1 Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, Conseil supérieur de la magistrature, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui, adresse(s) internet :	Non
Aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	(X) www.qbz.gov.al	()

A la jurisprudence des juridictions supérieures	(X) http://www.gjykataelarte.gov.al/	()
A des informations sur le système judiciaire (organisation des tribunaux, procédures judiciaires, etc.)	(X) http://gjykata.gov.al	()
A d'autres documents (par exemple formulaires, formulaires téléchargeables, formulaires à remplir en ligne etc.)	(X) https://juristionline.al/informacione-ligjore/	()

Commentaire - Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « A d'autres documents » : Legal information about social security law, property law, marriage (family code), labor law etc.

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de leur procédure judiciaire ?

- () Oui, toujours
- (X) Non
- () Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaire - Si « Oui, seulement dans quelques situations particulières », veuillez préciser : Article 399/2 of the Civil Procedure Code provides for the reasonable timing for completion of an investigation, trial or execution of a decision. However, there is no direct obligation of the court to provide an information to the parties; considering that these timelines have been provided in the law.

030. Existe-t-il un système d'information public et gratuit pour informer et faciliter l'accès à la justice ?

	Système d'information
Général pour les citoyens	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les victimes d'infractions	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les mineurs (adapté aux enfants)	<input type="checkbox"/> Information en ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaire - Veuillez fournir plus d'informations concernant ces systèmes. En outre, veuillez préciser comment cette assistance est fournie : It is given in the web pages of the courts: www.gjykata.gov.al

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle / viol	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes du terrorisme	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Mineurs (témoins ou victimes)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes de violence domestique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Minorités ethniques	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Personnes en situation de handicap	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Délinquants mineurs	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaire - Si « Autres personnes vulnérables » et/ou « Autres modalités particulières », veuillez préciser : Other specific arrangements mean:

- closed-door trial of juvenile defendants, witnesses or victims, sexually abused victims, victims of trafficking;
- the right of the defendant to use the language spoken or understood or to use sign language, as well as to be assisted by an interpreter and interpreter if he has limited speech and hearing disabilities;
- prohibiting the publication of personal data or photos of juvenile defendants and witnesses;
- physical protection, by order of protection for cases of domestic violence, inclusion in the witness protection program, etc;
- the right to compensation for damages through the civil lawsuit of one who has suffered damages from a criminal offense.

Two very important pieces of legislation of the justice reform were the amendment of the Criminal Procedure Code and the introduction of a new code on criminal justice for minors. Criminal Procedure Code was amended by law no 35/2017 (link of the consolidated text of the code in English <https://euralius.eu/index.php/en/library/albanian-legislation/send/11-criminal-procedure-code/172-criminal-procedurecode-en>) whereas the new code on criminal justice for minors was adopted by law 37/2017 (text of the code in English <https://euralius.eu/index.php/en/library/albanian-legislation/send/109-criminal-code-for-children/120-criminal-code-for-children-en>)

031-0. Si des modalités particulières existent au regard des mineurs, quels sont les dispositifs, instruments, installations, pratiques visant à les protéger lorsqu'ils participent à une procédure judiciaire ?

[X] Préparation spéciale et adaptée aux mineurs pour la participation au procès/ poursuite judiciaire (expliquer la procédure d'une manière adaptée aux mineurs)

[] Salle spéciale dans le tribunal conçue pour les audiences adaptées aux mineurs

[X] Personne/équipe spéciale de professionnels qualifiés (par exemple psychologues) pour accompagner le mineur tout au long de la procédure

[X] Des moyens spécifiques pour communiquer et expliquer la signification des décisions de justice

Structures interinstitutionnelles/multidisciplinaires telles que les “Maisons d’enfants”

Autre, veuillez préciser

NAP

Commentaire The Code of Juvenile Justice (LAW No. 37/2017 CODE OF CRIMINAL JUSTICE FOR JUVENILES) contains special regulations related to the criminal responsibility of juveniles, procedural rules related to the investigation, prosecution, court process, execution of the decision of criminal conviction, rehabilitation or any other measure involving a juvenile in conflict with the law, as well as a juvenile victim and / or witness of a criminal offense.

031-1. Quels sont les principaux critères pour qu’un mineur puisse engager une procédure, prendre des mesures procédurales en son nom propre ou être témoin ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Capacité d'engager une procédure et de prendre d'autres mesures procédurales en son nom propre	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]18 <input checked="" type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input checked="" type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP
Être témoin	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si vous avez sélectionné les réponses « Exceptions au seuil » et « Autre », veuillez apporter des précisions. Si votre système fait une distinction entre la pleine capacité et la capacité limitée d’ester en justice, veuillez décrire la base de cette différenciation (âge, capacité de discernement, type d’action, type d’affaires, autre). In civil and administrative proceedings the minors can be part only if represented by a parent / legal caretaker, concerning criminal proceedings the minor can be part starting from the age of 14, assisted by a parent / legal caretaker and the obligated presence of the psychologist.

031-2. Si un mineur ne peut pas mener une procédure en son nom propre, qui peut le représenter au cours de la procédure judiciaire ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Parent/ tuteur légal	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre représentant (à la place des parents/ tuteur légal)	<input checked="" type="checkbox"/> Services d’aide sociale ou autre institution publique <input checked="" type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Services d’aide sociale ou autre institution publique <input checked="" type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire other representatives (instead of parent / legal guardian) might represent a minor only if such is granted by the court.

031-3. Quels sont les différents critères de responsabilité pénale des mineurs ? (réponses multiples possibles)

Seuil(s) d'âge

Capacité de discernement

Autres critères

Commentaire

031-3-1. Quels sont les seuils d'âge pour la responsabilité pénale des mineurs ?

Responsabilité pénale entraînant une peine non privative de liberté (par ex. mesures éducatives)

14]

NA

NAP

Responsabilité pénale entraînant une peine privative de liberté

14]

NA

NAP

Commentaire - Veuillez décrire brièvement la particularité de votre système. Pourriez-vous préciser si la possibilité d'atténuation s'applique aux peines prononcées et comment : A person shall be held criminally liable if, at the time of committing the crime, he has reached the age of fourteen.

A person committing a criminal contravention shall be held liable if he has reached the age of sixteen.

However, please note that based on article 46 of the criminal code the court may impose educational measures on minors being excluded from punishment or, because of their age, not being criminally liable.

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

Oui, mais seulement si l'auteur est inconnu

Oui, mais seulement si l'indemnisation ne peut pas être obtenue de la part de l'auteur

Oui, toujours

Non

Commentaire

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

NAP

Commentaire - Veuillez préciser : Based on article 58 of criminal procedure code The victim of a criminal offence has the right: ... g) to ask a compensation for the damage and be accepted as a civil plaintiff in the criminal process. Please note that compensation are paid by the offender.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

NAP

Commentaire - Veuillez préciser : Based on article 58 of criminal procedure code The victim of a criminal offence has the right: ... g) to ask a compensation for the damage and be accepted as a civil plaintiff in the criminal process. Please note that compensation are paid by the offender.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

NAP

Commentaire - Veuillez préciser : Based on article 58 of criminal procedure code The victim of a criminal offence has the right: ... g) to ask a compensation for the damage and be accepted as a civil plaintiff in the criminal process. Please note that compensation are paid by the offender.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The general provisions of the Criminal Procedural Code (amended by Law 35/2017), Article 9 / a,

provide that public authorities must ensure that victims of criminal offenses are treated with respect for their human dignity and protected from re-impairment, while exercising the rights provided by this Code. Among the primary rights of the victim of the criminal offense listed in paragraph 1 of Article 58 of the Criminal Procedural Code is also the right to information which is one of his / her fundamental rights, which enables him / her to have access to the criminal proceedings. This right of the victim is related to the prosecutor's obligation to make available the information required, except when the principle of investigative confidentiality is violated. This right is further detailed in Article 279 / a, paragraph 1 of the Code of Criminal Procedure. The right to request evidence, and submit other requirements before proceeding body, aims to ensure its access to criminal proceedings and is related to the right to obtain information at any time. The victim of the criminal offense has the right to be informed of the arrest of the person suspected of committing the criminal offense and his release. The victim of the offense has the right to information on the progress of the investigation and trial. This right is also reflected in other provisions of the Code of Criminal Procedure, in which the legislator has specified the obligation of the relevant proceeding authority to notify the victim of the commencement, continuation and termination of criminal proceedings. Thus, in Article 291, paragraph 2 the Law provides for the obligation of the prosecutor to immediately inform the victim of his or her decision not to initiate proceedings. Article 326, paragraph 3 provides for the obligation to notify the victim or the perpetrator of the decision to suspend the investigation. Likewise, in section 328, paragraph 2, the legislator has provided for the prosecutor to notify within 5 days to the victim of the offense his or her decision to dismiss the indictment or case when the victim is prosecuted for a violation. These decisions are appealable in court.

For the juvenile victim and the victim of trafficking, the Criminal Procedural Code, in addition to the rights listed in Article 58, has provided for additional guarantees provided for in Articles 58 / a and 58 / b. On the other hand, the Juvenile Justice Code has provided guarantees for the juvenile victim or witness. Article 38 provides that if the minor is a victim or a witness, the proceeding authority shall take all measures with a view to informing the minor directly or through his / her legal / procedural representative and in such a way that the information is appropriate and understandable to include even cases of juvenile disability. In accordance with and pursuant to the legal provisions, the General Prosecutor on 25.10.2018 approved the General Guidance No.5 / 2018. This Guidance details the role of the prosecutor in providing conditions for the effective exercise of the rights of victims, the disclosure of the explanatory information by the prosecutor, the judicial police officer and / or the victim's coordinator related to the rights the Law guarantees as well as the forms of notification. Here we emphasize the proactive role we have taken in delivering the letter of the victim's rights.

035-1. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des mineurs victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : According to article 58/a, of the Code of Criminal Procedure, the minor victim has the right to: a) to be accompanied by a person trusted by him; b) maintaining the confidentiality of personal data; c) to request, through his representative, that the trial take place without the presence of the public. The prosecuting authority must treat the juvenile victim of the criminal offense taking into account his / her age, personality and other circumstances, in order to avoid harmful consequences for his / her future development and education.

If there is a possibility that the victim is a minor and the age of the victim is unknown, it is presumed that she is a minor. The juvenile victim is questioned without delay by specialized persons for this purpose. When possible and appropriate, the conversation shall be recorded by audiovisual means, in accordance with the provisions of this Code. This registration can be used as evidence in criminal proceedings as well as evaluated together with other evidence.

According to article 19, of the Code for Criminal Justice for Minors, the juvenile in conflict with the law enjoys the rights of provided in the Code of Criminal Procedure as well the special rights provided in this Code. The minor has the right to protection and special procedures at all stages of the process juvenile criminal justice. At any stage of criminal proceedings, the juvenile enjoys the following rights:

a) the right to legal and psychological assistance or any other appropriate preparation assistance and filing his defense; b) the right to be informed immediately at the form that corresponds to its individual development; c) the right to a free interpreter / performer, if he does not understand, does not speak the language used or uses sign language; ç) the right to have the parent present and / or the right to be accompanied by a person I trusted; d) the right not to be compelled to testify or plead guilty; dh) the right to, on equal terms, to question the prosecution witnesses and provide the appearance and examination of witnesses of his defense; e) the right to assistance from the consular service; ë) the right to appeal, at any stage of the proceedings criminal or during the execution of the criminal decision.

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur de « classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge ».

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser : According to article 58, letter “f), of the Code of Criminal Procedure, the victim of a criminal offense has the right to file an appeal in court against the decision of the prosecutor not to initiate proceedings and the decision of the prosecutor or the judge of the preliminary hearing to dismiss the charge or case.

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Durée excessive de la procédure	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Non-exécution des décisions de justice	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Arrestation injustifiée	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Condamnation injustifiée	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Autre	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) :

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes pour mesurer la confiance dans la justice et le degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
Enquêtes auprès des juges	[] Annuelle [] Autre type de fréquence [X] Ad hoc	[] Annuelle [] Autre type de fréquence [X] Ad hoc

Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input checked="" type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres professionnels	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des mineurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du public	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaire - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées :

039. Existe-t-il des statistiques hommes/femmes concernant les usagers des tribunaux, les personnes qui saisissent le tribunal, les victimes, les auteurs d'infractions etc. ?

() Oui, veuillez préciser :

(X) Non

Commentaire - Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

(X) Oui

() Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Instance supérieure	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Ministère de la Justice	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Conseil supérieur de la magistrature	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires There are two types of complaints: In the competence of courts, according to the instances of adjudication specified in this Chapter, shall be included the adjudication of requests for due compensation to the person, who has suffered a pecuniary or non-pecuniary damage due to the unreasonable length of a case, as per the definition of Article 6/1 of the European Convention "On Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms". Provisions define the evaluation of reasonable duration of a process, as well as the due compensation, when unreasonable delays have been determined in investigation procedures, trial of cases, as well as in the procedures of execution of decisions. Just satisfaction for violation of reasonable time limits shall be deemed the recognition of violation, any measures taken to expedite the proceedings of investigation, trial of the case and execution of the decision, and/or compensation of the damage, according to the provisions of this Chapter. Additionally, each party might file a complaint against a judge or a prosecutor, if it find that the judge or the prosecutor did not act within the framework of procedural and material law. Verification of complaints is a procedure which is done by the High Inspector of Justice as the authority responsible for verifying complaints and investigating disciplinary violations, based on Article 119 of Law no. 96/2016 "On the Status of Judges and Prosecutors in the Republic of Albania", as amended. Every complaint is first reviewed by the assistant inspectors, and then after this step the inspectors compete the draft decision, which is approved/ or not by the High Inspector of Justice.

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnisations accordées
Tribunal concerné	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Instance supérieure	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Ministère de la Justice	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Conseil supérieur de la magistrature	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile : Verification of complaints is a procedure which is done by the High Inspector of Justice as the authority responsible for verifying complaints and investigating disciplinary violations, based on Article 119 of Law no. 96/2016 "On the Status of Judges and Prosecutors in the Republic of Albania", as amended. Every complaint is first reviewed by the assistant inspectors, and then after this step the inspectors compete the draft decision, which is approved/ or not by the High Inspector of Justice. From 1 February until 30 October 2020, we had about 757 complaints from the first backlog of the complaints from High Juridical Council and about 185 complaints from other institutions (GPO, MoJ, President of Republic ...etc.); At the same time during the period August-September 2020, we had also 1347 practices (Inspection practices of the former HCJ) from the second backlog by the High Judicial Council (and the former HCJ), a working group has been set up during October 2020 to manage this backlog and during November we have planned to receive also the backlog from the General Persecutor Office. The process of verifying these complaints is still being done by only one inspector, which means that the HIJ is working with insufficient capacities, taking into account also the fact that in addition to the complaints mentioned above, there is also a high number of complaints addressed by the citizens, (630 complaints from citizens); Up to now the High Inspector of Justice has under investigation about 80 cases, and about 77 cases which have been verified, with result decision as required by the verification. From 1 February until 30 October 2020, The High Justice Inspector had about 757 complaints from the first backlog of the complaints from High Juridical Council and about 185 complaints from other institutions (GPO, MoJ, President of Republic ...etc.); At the same time during the period August-September 2020, he High Justice Inspector had also 1347 practices (Inspection practices of the former HCJ) from the second backlog by the High Judicial Council (and the former HCJ), a working group has been set up during October 2020 to manage this backlog and during November we have planned to receive also the backlog from the General Persecutor Office. Up to now the High Inspector of Justice has under investigation about 80 cases, and about 77 cases which have been verified, with result decision as required by the verification.

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1 Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux - entités juridiques.

	Nombre de tribunaux
Nombre total des tribunaux - entités juridiques (1 + 2)	38 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre total des tribunaux de droit commun - entités juridiques (1.1 + 1.2 + 1.3)	29 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance - entités juridiques	22 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.2 Tribunaux de droit commun de deuxième instance - entités juridiques	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

1.3 Tribunaux de droit commun de la plus haute instance - entités juridiques	1 [] NA [] NAP
2. Nombre total des tribunaux spécialisés - entité juridiques	9 [] NA [] NAP

Commentaires under 1.3 is referred to the High Court

043. Nombre de tribunaux spécialisés - entités juridiques.

	Première instance	Instances supérieures
Nombre total des tribunaux spécialisés - entités juridiques	7 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des faillites	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux du travail	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires familiales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux administratifs	6 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux militaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux pour enfants	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Autres tribunaux spécialisés	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « Autres tribunaux spécialisés », veuillez donner des précisions :

044. Nombre de tribunaux - implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux (implantations géographiques)
Tribunaux de première instance - implantations géographiques (sont incluses ici les juridictions de droit commun de première instance et les juridictions spécialisées de première instance)	29 [] NA [] NAP
Tous les tribunaux - implantations géographiques (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	38 [] NA [] NAP

Commentaires

=

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
Une petite créance	22 [] NA [] NAP
Le licenciement	28 [] NA [] NAP
Le vol avec violence	22 [] NA [] NAP
Faillite	22 [] NA [] NAP

Commentaires Employment cases are adjudicated by administrative courts (6) whenever the defendant is the public administration and by the general jurisdiction courts (22), for all the other cases.

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

(X) Oui

() Non

Commentaire - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance :

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[1 213]

Commentaires Please note that change from previous cycle is due to exchange rate

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1 Juges et personnels non-juges

046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	307 [] NA [] NAP	142 [] NA [] NAP	165 [] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	249 [] NA [] NAP	109 [] NA [] NAP	140 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	54 [] NA [] NAP	29 [] NA [] NAP	25 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les Cours suprêmes	4 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : Please note that the High Court should have 19 judges. At the start of the vetting process, there were 17 judges in the High Court. However, in the end of the vetting process for the High Court only 2 judges remained at the High Court. The rest of them either resigned or were dismissed by the vetting process. Currently the High court has 4 judges (one of them is currently acting as a member of the High Judicial Council, therefore his mandate as a High Court Judge has been suspended).

=

046-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les juges avec une rémunération proportionnellement réduite ?

() Oui

(X) Non

Commentaires 1. A magistrate is entitled, in cases of need, to a reduction of caseload due to one of the following reasons:

- temporary personal or family reasons for a limited period of maximum two years;
 - Studies beyond the continuous training at the School of Magistrates for a limited period of maximum 3 years.
 - when engaged due to the function as magistrate also in other duties, when foreseen by the applicable legislation.
2. The caseload may be reduced up to 75% of the caseload, depending on the circumstances.

046-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

- Garde d'enfants
- Soins aux personnes âgées
- A des fins de retraite anticipée
- Autre raison, veuillez préciser
- Sans raison

Commentaires

046-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de juges travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de juges) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. En première instance (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

046-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un juge exerçant à temps partiel comparé à un juge exerçant à temps plein ?

- Moins de 50 %
- 50 – 60%
- 60 - 80%
- Plus de 80 %
- NA
- NAP

Commentaires

=

046-2. Nombre de juges (ETP) par type d'affaires:

	Total	Civiles et/ou commerciales	Pénales	Administratives	Autres
Nombre total de juges	307 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Première instance	249 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Deuxième instance	54 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Cours suprêmes	4 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

Si « Autres », veuillez expliquer quels types d'affaires : Please note that the High Court should have 19 judges. At the start of the vetting process, there were 17 judges in the High Court. However, in the end of the vetting process for the High Court only 2 judges remained at the High Court. The rest of them either resigned or were dismissed by the vetting process. Currently the High court has 4 judges (one of them is currently acting as a member of the High Judicial Council, therefore his mandate as a High Court Judge has been suspended) Please note that the courts of general jurisdiction are established as courts of general jurisdiction of first instance and courts of general jurisdiction of appeal. The courts of general jurisdiction adjudicate criminal (except cases adjudicated by the anticorruption court) and civil cases.

3. The specialised courts are established as:

- Administrative courts of first instance and the Administrative Court of Appeal;
- Anti-Corruption and Organized Crime Specialized Court of first instance and the AntiCorruption and Organized Crime Specialized Court of appeal.



047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	22 [] NA [] NAP	14 [] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	17 [] NA [] NAP	10 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	5 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires Figures given above refer only to elected court presidents. Acting presidents and deputy presidents are not included. Please note that the high court does not have a president, since it was dismissed due to the vetting process, and is currently being led by a deputy president.

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tels (si possible, au 31 décembre de l'année de référence).

	Donnée
Donnée brute	[] NA [X] NAP

Donnée en équivalent temps plein	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
----------------------------------	--

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

Non

NAP

Commentaires

049. Nombre de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée).

	Donnée
Donnée brute	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Donnée en équivalent temps plein	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
Affaires pénales (infractions graves)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires pénales (infractions mineures)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires familiales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires de droit du travail	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires de droit social	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires commerciales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires de faillite	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre affaires civiles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

NAP

Commentaire - Si « Autres affaires civiles », veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

[] Affaires pénales

[] Affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

=

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	947 [] NA [] NAP	281 [] NA [] NAP	666 [] NA [] NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Personnels non-juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, aide à la préparation de la décision)	585 [] NA [] NAP	108 [] NA [] NAP	477 [] NA [] NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	184 [] NA [] NAP	64 [] NA [] NAP	120 [] NA [] NAP

4. Personnels techniques	178 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	109 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	69 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autres personnels non juges	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « Autres personnels non-juges », veuillez préciser : 2. non-judge staff assisting judges: new people were hired
4. technical staff: relocated

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	947 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	281 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	666 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	678 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	210 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	468 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	207 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	48 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	159 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	62 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	23 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	39 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires 2. males non-judge staff working in courts at second instance: staff increased

=

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- Pour l'aide judiciaire
- En matière familiale
- Pour les ordres de paiement
- Pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- Exécution des affaires civiles
- Exécution des affaires pénales
- Pour les affaires non contentieuses
- Autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service

externe ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- la maintenance informatique
- la formation du personnel
- la sécurité
- les archives
- le nettoyage
- autres types de services (veuillez préciser) :

Commentaires The judicial administration carries out its mission through several services, including the archive. Based on Law no.98, dated 6.10.2016 "On the organization of the judiciary", article 48, the courts are responsible in maintaining and administering the judicial documentation.

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Law no.98, dated 6.10.2016 "On the organization of the judiciary", article 48. The state archive of the judicial system was created by Decision of the Council of Ministers no. 888, dated 31.12.2019

3.3.Ministère public

3.3.1.Procureurs et personnel



055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, auprès de tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	300 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	206 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	94 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	273 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	184 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	89 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	15 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	12 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : The Special Prosecution prosecutors

(currently 13 prosecutors) are included in the number of the prosecutors of first instance level (273) although they represent Special Prosecution even at Supreme Court level (not only representing before the first and second instance level). Also, from the 273 prosecutors acting in the first instance level, 6 prosecutors are currently commanded at High Prosecutorial Council as advisers.

=

055-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les procureurs avec une rémunération proportionnellement réduite ?

Oui

Non

Commentaires The Law 96/2016, “On the status of judges and prosecutors in the Republic of Albania”, as amended, provides the reduce of the workload for a prosecutor.

According to article 26, paragraphs 1, 2, 3 and 5, of the Law 96/2016, “On the status of judges and prosecutors in the Republic of Albania”, as amended, the magistrate has the right to reduce the workload, if necessary, for one of the following reasons:

a) temporary personal or family reasons for a limited period of up to two years;

b) studies outside the continuing education course at the School of Magistrates, for a limited period of up to three years;

c) when he is engaged due to the function of magistrate in other duties, when provided by the legislation in force.

2. The case load may be reduced by up to 75 per cent of the load, depending on the circumstances.

3. The councils may decide to reduce the workload of the magistrate, after obtaining the opinion of the chairman, if are fulfilled these conditions:

a) in the cases provided in paragraph 1, letter "a", of this article, the magistrate requests a reduction of the workload, if this does not affect the essential interests of the function, deadlines and efficient exercise of functions in the relevant court or prosecution;

b) in the case provided in letter "b", of point 1, of this article:

i) when the studies aim to increase the professional skills of the magistrate;

ii) when the reduction of the burden does not affect the essential interests of the function, the deadlines and the efficient exercise of the functions in the respective court or prosecution.

5. The reduction of salary and other benefits should not be more than 75 percent.

055-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

Garde d'enfants

Soins aux personnes âgées

A des fins de retraite anticipée

Autre raison, veuillez préciser Other reasons for the reduce of the workload for a prosecutor are: a) studies outside the continuing education course at the School of Magistrates, for a limited period of up to three years; b) when he is engaged due to the function of magistrate in other duties, when provided by the legislation in force.

Sans raison

Commentaires The Law 96/2016, “On the status of judges and prosecutors in the Republic of Albania”, as amended, provides the reduce of the workload for a prosecutor.

According to article 26, paragraphs 1, 2, 3 and 5, of the Law 96/2016, “On the status of judges and prosecutors in the Republic of Albania”, as amended, the magistrate has the right to reduce the workload, if necessary, for one of the following reasons:

a) temporary personal or family reasons for a limited period of up to two years;

b) studies outside the continuing education course at the School of Magistrates, for a limited period of up to three years;

c) when he is engaged due to the function of magistrate in other duties, when provided by the legislation in force.

2. The case load may be reduced by up to 75 per cent of the load, depending on the circumstances.

3. The councils may decide to reduce the workload of the magistrate, after obtaining the opinion of the chairman, if are fulfilled these conditions:

a) in the cases provided in paragraph 1, letter "a", of this article, the magistrate requests a reduction of the workload, if this does not affect the essential interests of the function, deadlines and efficient exercise of functions in the relevant court or prosecution;

b) in the case provided in letter "b", of point 1, of this article:

i) when the studies aim to increase the professional skills of the magistrate;

ii) when the reduction of the burden does not affect the essential interests of the function, the deadlines and the efficient exercise of the functions in the respective court or prosecution.

.....

5. The reduction of salary and other benefits should not be more than 75 percent.

055-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de procureurs travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de procureurs) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. En première instance (%)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

055-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un procureur exerçant à temps partiel comparé à un procureur exerçant à temps plein ?

() Moins de 50 %

() 50 - 60%

() 60 - 80%

() Plus de 80 %

NA

NAP

Commentaires

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	30 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	25 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	23 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	19 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	6 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus :

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[0]

[] NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

() Oui

() Non

[] NAP

Commentaires

059-1. Les parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

	-
Violence domestique	[] Oui [X] Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes [] Non [] NA [] NAP
Violence sexuelle	[] Oui [X] Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes [] Non [] NA [] NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

=

060. Nombre de personnel (non-procureurs) rattaché au ministère public, si possible au 31 décembre de l'année de référence et sans le nombre de personnels non-juges, v. question 52

(répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement pourvus).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	670 [] NA	350 [] NA	320 [] NA

Commentaires 184 are judicial police officers (47 females and 137 males) and 486 other staff (273 females and 213 males).

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources :

3.4. Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)

du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, ou bien si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

=

061-3-1. . Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre de la procédure de désignation des :

	Oui / Non
Présidents des tribunaux	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non
Chefs des ministères publics	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non

Commentaires

3.4.2 Au niveau national

061-5. Votre pays dispose-t-il d'un document général (par exemple une politique/ stratégie/ un plan d'action/ programme) sur la parité hommes/femmes qui s'applique spécifiquement au système judiciaire?

() Oui

(X) Non

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire. Pouvez-vous indiquer les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s) , ou nous le/les adresser/ télécharger ?

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances) / une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez préciser	Non
Le recrutement des juges	(X)	()
La promotion des juges	(X)	()
Le recrutement des procureurs	(X)	()

La promotion des procureurs	(X)	()
Le recrutement du personnel non-juge	(X)	()
La promotion du personnel non-juge	(X)	()

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire : At national level, there is an independent institution dealing with gender equality issues which is the Commissioner against Discrimination.

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte)
 TheCommissioneragainstDiscriminationisaspecialmandateinstitutionwhoprovideseffectiveprotectionagainstdiscriminationandanyformofbehaviourthatpromotesdiscrimination,includingrecruitmentandpromotionofprosecutorsinthejusticesystem.
 LawNo.10221,dated4.2.2010“ontheprotectionfromdiscrimination”.

[] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la Justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité hommes/femmes)
 TheCommissioneragainstDiscriminationisanindependentinstitutionwhichreportstotheAssembly.

[] NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours)
 Incaseofdiscrimination,theCommissioneragainstDiscriminationtakesadecision,containingthenecessaryadjustmentsandmeasures,settingadeadlinefortheirimplementationfromtheresponsiblepublicinstitution.IftheCommissionerordersadjustmentsormeasures,theperson/institutionagainstwhomthecomplaintisfiledreportswithin30daystotheCommissionerabouttheactionstakentoenforcethedecision.Iftheperson/institutionagainstwhomthecomplaintisfileddoesnotinformtheCommissionerorfailstocomplywiththedecision,theCommissionermayimposeafineonthe person/institutionagainstwhomthecomplaintisfiled.

[] NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public



061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par

ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	()	(X)
dans les services du ministère public (procureurs)	()	(X)
pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)

Commentaires - Veuillez apporter des détails sur cette personne/institution, notamment ses titres/ses fonctions :

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires -Si « Autres », veuillez préciser. Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) :

les mesures prévues (veuillez préciser) :

NAP

061-10. Existe-t-il des études d'évaluation ou des rapports officiels concernant les principales causes d'éventuelles inégalités en matière de :

- Procédures de recrutement, veuillez préciser:
- Nomination au poste de président de juridiction, veuillez préciser:
- Nomination au poste de chef de ministère public, veuillez préciser:
- Procédures de promotion et l'accès aux postes de responsabilité, veuillez préciser:
- Autres études, veuillez préciser:

NAP

Commentaire - Veuillez préciser également les documents de référence :

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	<input checked="" type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau de l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> Autre
Gouvernance informatique	<input checked="" type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Organisées au niveau de l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> Autre

Commentaires (principles and models used in Information technology policies and strategies will be implemented by the Center of Technology.)

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant,

notamment, sur l’informatique) quelle est la composition de cette structure ?

() personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

(X) équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

() autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d’autres approches de modernisation ont été mises en œuvre) By Law it is the Judicial Center of the Information Technology which is supported by HJC resources and governed by a mixed board. This board chairperson is the chairperson of the HJC.

065-2. Quel est le modèle d’organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l’appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d’ « autres approches »

065-4. Avez-vous mesuré l’impact résultant de la mise en œuvre d’une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d’information ?

() Oui

(X) Non

The management of High Judicial Council plenary meeting processes, through the traditional manual system involved the use of massive amounts of paper and hard copies of files.

For the automation of work, in order to digitize the way of organize the plenary meeting of the High Judicial Council was implemented in October 2020, an information system for the management and meeting of the plenary of the High Judicial Council, a system which enables:

Digital display in the autonomous touch screen of the members of the Council, of the documents, acts of the rapporteur, draft decisions, for the agenda items that are discussed in the plenary meeting.

Electronic management of the vote of the members of the Council for the agenda items.

Audio recording for plenary sessions.

Video tracking, with robotic cameras (PTZ) mounted in the plenary hall.

Real-time transmission to stakeholders (media) of audio and video signal from the plenary hall, to the monitor located in the lobby of the building.

Console with electronic equipment for simultaneous translation into several different languages.

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l’impact sur (multiples réponses possibles) :

[X] les processus opérationnels

- la charge de travail
- les ressources humaines
- les coûts
- autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact) The management of High Judicial Council plenary meeting processes, through the traditional manual system involved the use of massive amounts of paper and hard copies of files.

For the automation of work, in order to digitize the way of organize the plenary meeting of the High Judicial Council was implemented in October 2020, an information system for the management and meeting of the plenary of the High Judicial Council, a system which enables:

Digital display in the autonomous touch screen of the members of the Council, of the documents, acts of the rapporteur, draft decisions, for the agenda items that are discussed in the plenary meeting.

Electronic management of the vote of the members of the Council for the agenda items.

Audio recording for plenary sessions.

Video tracking, with robotic cameras (PTZ) mounted in the plenary hall.

Real-time transmission to stakeholders (media) of audio and video signal from the plenary hall, to the monitor located in the lobby of the building.

Console with electronic equipment for simultaneous translation into several different languages.

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

- Oui
- Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent)

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) In March 2018, the Assembly of the Republic of Albania adopted the Law No. 9887 "On the protection of personal data", which established an independent institution responsible for guaranteeing the constitutional right for the protection of personal data: Data Protection Commissioner's Office. Publicly available information provided by courts is anonymized.

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

- Oui
- No

Commentaires Please note that data are anonymized only for first and second instance courts. The High court still publishes its decisions

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
Civile et/ou commerciale	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Pénale	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Administrative	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : The website is www.gjykata.gov.al; however decisions of the High Court are published in the website of the High Court www.gjykataelarte.gov.al. Furthermore, Tirana District Court and Tirana Appeals Court also have their dedicated websites where data are anonymised. This happens because there are currently two systems in use in Albania; ICMIS, which is used by the majority of the Courts and ARKIT which is used only in Tirana District Court and Former Serious Crimes Court.

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

(X) Oui

() Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

[] Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

[X] Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

[X] Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction



062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

() Oui

(X) Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	<p>() 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p>() 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p>() 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p>() 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p>() 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p>[] NA</p>
Pénale	<p>() 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p>() 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p>() 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p>() 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p>() 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p>[] NA</p>

Administrative	<input type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA
-----------------------	--

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

Administrative	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	(X) dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() Oui () Essai pilote (X) Non [] NA
-----------------------	---	---	--

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- () 100% - accessible à tous dans le système judiciaire
- () 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- () 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- () 1-9% - dans un seul tribunal
- (X) 0% (NAP) - Pas d'accès

[] NA

Commentaires

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- (X) Oui
- () Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnexion d'un CMS avec un outil statistique

Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accessible aux parties <input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input checked="" type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accessible aux parties <input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input checked="" type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accessible aux parties <input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input checked="" type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
Registre foncier	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Registre du commerce	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Pilotage budgétaire et financier

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l’outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Gestion des frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

Autres outils d’administration des tribunaux

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires The measure tools to assess the workload of prosecutors are the periodic reports of the data from prosecutor’s offices. According to article 19, paragraph 1, of the Law 97/2016, Law 97/2016, “On the organisation and functioning of the prosecution in the Republic of Albania”, as amended, the Prosecutor General shall, within March of each year, publish the annual report on the workload of prosecution offices for the preceding calendar year. The heads of the prosecution offices attached to the courts of general jurisdiction of appeal and first instance shall, within February of each year, prepare the annual report on the progress of work in the relevant prosecution office during the preceding year and shall submit it to the Prosecutor General, according to article 50, paragraph 2, of the above mentioned law.

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
--------------------------------	---	--	---------------------------

Pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour les procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

Commentaires

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	--	---	---	---

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires In the conditions when the undertaking of restrictive measures started in the country as a result of pandemics (Covid-19), the primarily legal aid centers were closed, and some of work processes were suspended. Regardless of the circumstances, the Ministry of Justice in close collaboration with FLAD has taken all the measures necessary to provide legal aid services (as a service closely related to the citizen) even in these restrictive conditions. For this purpose, the Ministry of Justice in cooperation with the Open Society Foundation for Albania, has continued to provide online legal services through the platform juristionline.al in order to guarantee the access of citizens through free legal aid. Through this platform, any beneficiary entity can receive free legal consulting at any time. Also, Free Legal Aid Directorate has made available a green number, free of charge to which any citizen can have access (08001010).

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Information disponible dans le CMS	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

Oui

() Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	[]	[]	[X]	[] SMS [X] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[X]
Pénale	[]	[]	[X]	[] SMS [X] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[X]
Administrative	[]	[]	[X]	[] SMS [X] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[X]

Commentaires the project implementation is ongoing. Supported by Council of Europe. It will provide an automated notification solution, via text messages, or email notification singularly or in combination, for court appearances of litigants and attorneys.

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique	Disponibilité pour

Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat

Commentaires Due to covid, and especially the special legislation that as put in place for the functioning of the court during covid, allowed the use of electronic communications. Hence, considering also the restrictions on movement, electronic communication became a necessity.

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés (contentieux relatif aux petites créances, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire) ?

() Oui

(X) Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition des parties, etc.).

(X) Oui

() Non

Commentaires use of the Microsoft Teams platform has been approved by Decision of the High Judicial Council

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires As stated earlier, increase in videoconferencing use came as a result of covid. The normative act that was adopted to guarantee the functioning of the court during covid, has a special section on videoconferencing. Furthermore, Euralius supported the courts with the tools (microsoft teams) to make videoconferencing possible.

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

(X) Oui

() Non

Commentaires The digitization of court processes in courtrooms involves using technologies such as digital audio recording systems, and video display systems. The system for audio recording of court hearings began to be implemented in March 2012, initially in the Lezha Judicial District Court, and then to be extended to other courts, the number of which currently reaches 38. The digital audio recording system, enables the audio recording of every court hearing held in the courtroom and is configured in such a way as to record this in 4 separate recording channels. This technology enables audio recording on the courtroom computer and real-time archiving on the network (court server). The variety of RDA System software products installed in courtrooms, on the computers of judges and court clerks provides the opportunity not only to record audio of what is happening in the courtroom but also to keep records with fixed time stamps, for search of records and recordings kept in the courtroom according to a set of criteria such as case number, time period, content of records, etc., as well as reproduction on optical discs or other media of what is recorded. Digital Audio Recording is a technology-based way of recording what is said in a courtroom. In addition to facilitating the production of court transcripts, the audio recording of proceedings can be played back in a courtroom, a courthouse chamber or an offsite location.

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Autres dispositifs de communication électronique entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers

3.6. Performance et évaluation

3.6.1 Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
dans les services du ministère public	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

3.6.2 Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

Oui

Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des juges et des personnels des tribunaux

satisfaction du personnel des tribunaux

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

coûts des procédures judiciaires

nombre de recours

taux de recours

clearance rate

disposition time

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

Oui

Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des procureurs et des personnels des ministères publics

satisfaction du personnel des services du ministère public

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)

coûts des procédures judiciaires

clearance rate

disposition time

pourcentage de condamnations et d'acquittements

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

Oui

Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence:

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires - Si « Moins fréquente » ou « Plus fréquente », veuillez préciser :

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

- Oui
 Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
 Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
 Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
 Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

- Oui
 Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- Annuelle
 Moins fréquente
 Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

- Oui
 Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
 Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
 Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
 Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

=



079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) ?

- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Ministère de la Justice
- Organe d'inspection
- Cour Suprême
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) ?

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

3.6.3 Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public

070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires Based on this provision and based on the annual plan of Inspections, the High Inspector of Justice has approved the following decisions:

- Decision no. 1 dated 11.02.2020, "On conducting the thematic inspection of courts and prosecutor's offices near them on the treatment of requests subject to" Conditional Release ";
- Decision no. 1/1 dated 20.02.2020 "On the addition of the thematic inspection object determined by decision no. 1 dated 11.02.2020 of the High Inspector of Justice".

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	()	(X)
dans les services du ministère public	()	(X)

Commentaires

3.6.4 Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques

concernant le fonctionnement des tribunaux ?

(X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :

() Non

Commentaires The High Judicial Council, Rruga Ana Komnena, Tirana 1031, Albania.

Ministry of Justice, Zogu I Boulevard, Tirana, Albania.

080-1. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal sont-elles publiées ?

(X) Oui, sur internet

() Non, seulement en interne (sur un site intranet)

() Non

Commentaires

=

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

(X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :

() Non

Commentaires

080-3. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public sont-elles publiées ?

(X) Oui, sur internet

() Non, seulement en interne (sur un site intranet)

() Non

Commentaires

=

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

[] Internet

[X] Intranet

[X] Diffusion papier

Commentaires

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

- Annuelle
 Moins fréquente
 Plus fréquente

Commentaires

=

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

- Internet
 Intranet
 Diffusion papier

Commentaires There is no legal providing for the medium of the publication of the report. The report is published in a format that would allow quick dissemination. This year, costs have also been taken into consideration for such publication.

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

- Annuelle
 Moins fréquente
 Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les

juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

[] Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

[] Pouvoir législatif

[X] Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

[] Président de la juridiction

[] Autre (veuillez préciser) :

[] NAP

Commentaires Each judge is assessed by the High Judicial Council as part of its period professional and ethical evaluation. Assessment is done based on the yearly statistical data that are collected from each court, based on predetermined criteria. Standard forms for this exercise (collection of data) have been recently approved by the Council

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

() Annuelle

(X) Moins fréquente

() Plus fréquente

=

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

- Pouvoir executif (par exemple Ministère de la Justice)
- Procureur général /Procureur de la République
- Conseil supérieur des procureurs
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Autre (veuillez préciser) :
- NAP

Commentaires

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

- Oui
- Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires

C4. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : .

4.Procès équitable

4.1.Principes

4.1.1Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

- []
- NA
- NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser: As provided by the Criminal Procedure Code, Parties may request the disqualification of a judge in cases of incompatibility on grounds of participating in proceedings; incompatibility on grounds of family, blood or in-laws relation, when the judge has the duty to abstain from the judgment, and if, in the exercise of his functions and prior to the issuance of the decision, he has expressed his opinion on the facts or circumstances object of the proceedings. Similar proceedings are provided by civil procedures and administrative procedures codes.

085-1. i oui, quel est le ratio entre le nombre total de procédures de récusation initiées et le nombre de récusations qui ont été prononcées (au cours de l'année de référence) ?

[]

NA

Commentaires

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ?

Pour les procédures civiles (non-exécution)

Pour les procédures civiles (durée)

Pour les procédures pénales (durée)

NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour européenne des droits de l'homme au niveau de l'Etat / au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées) : Legal provisions are given for reasonable timeframes of the judicial proceedings. In addition, HJC monitors those judicial cases which duration exceeds the "reasonable timeframe".

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Cour Européenne des droits de l'homme ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Relevant legislation: Codes of procedures.

4.2.Durée des procédures

4.2.1 Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative
- Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In criminal cases urgent matters are considered those related to arrests (max. of 48 hours) or surveillance. In regard to civil cases, urgent are considered those related to domestic violence

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges)
- en matière pénale (infractions mineures)
- en matière administrative
- Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Disputes which relate to minor values (civil and administrative) of less than 1200 euro, only in contractual disputes. In criminal cases a simplified procedure is applied in case of minor contraventions.

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements oralement, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

- affaires civiles
- affaires pénales
- affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Judges may deliver a written judgement without the reasoning, unless it is explicitly requested by parties.

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

4.2.2 Gestion des flux d'affaires – première instance

091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendants au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1 ^{ère} instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	14 017 [] NA [] NAP	19 713 [] NA [] NAP	16 831 [] NA [] NAP	16 899 [] NA [] NAP	418 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	3 296 [] NA [] NAP	19 736 [] NA [] NAP	18 861 [] NA [] NAP	4 171 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	30 [] NA [] NAP	23 [] NA [] NAP	28 [] NA [] NAP	25 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	608 [] NA [] NAP	2 602 [] NA [] NAP	2 452 [] NA [] NAP	758 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

3. Affaires administratives	6 949 [] NA [] NAP	15 664 [] NA [] NAP	14 647 [] NA [] NAP	7 966 [] NA [] NAP	744 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	2 327 [] NA [] NAP	3 577 [] NA [] NAP	2 565 [] NA [] NAP	3 339 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires Variations from the previous cycle remain unexplained

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. This category includes cases that fall in one of the following classification: general civil cases without an adversarial party. The request for securing the lawsuit, when it is presented as a separate request before filing of the lawsuit (article 202 and 204 of K.Pr.C);

- Request for securing evidence submitted before filing a lawsuit (Article 293i K.Pr.C);
- Request for correction of errors, completion of the decision, clarification and interpretation of the decision (articles 312, 313, 314 of K.Pr.C);
- Request for announcing the disappearance or death of a person (Article 375 of K.Pr.C) and request for change or reversal of the decision declaring the disappearance or the death of the person (Article 379);
- Request for removal or restriction of capacity to act and request for return of aptitude (article 382-387 of K.Pr.C);
- Request for judicial confirmation of legal facts (Article 388 et seq. of the Code of Civil Procedure);
- Request for legal aid in the civil field;
- Requests for the issuance of an execution order (Article 511 of the Code of Civil Procedure),

Commercial cases without an adversarial party

- Bankruptcy proceedings according to law no. 110/2016, dated 27.10.2016 on bankruptcy";
- Registration of NGOs according to law no. 8789, dated 7.5.2001 on the registration of non-profit organizations";
- Request for appointment of an administrator;
- Request for renaming of companies;
- Request for change of the number of partners according to law no. 8789, dated 7.5.2001 "For registration of non-profit organizations";
- Request for change of core capital according to law no. 8789, dated 7.5.2001 For registration of non-profit organizations";
- Request for change of the headquarters according to law no. 8789, dated 7.5.2001 For registration of non-profit organizations";

Family cases without an adversarial party

- Request for adoption, articles 240-262 of the Family Code;
- Dissolution of marriage with the consent of both spouses, Articles 125-128 of the Family Code;
- Request for authorization for the administration of the minor's property (art 234 et seq. of the Family Code);
- Other requests.

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. This category includes cases solved through mediation and any other non adversarial case that has not been included in Q36.

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1 ^{ère} instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	4 170 [] NA [] NAP	12 186 [] NA [] NAP	9 062 [] NA [] NAP	7 294 [] NA [] NAP	19 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	2 952 [] NA [] NAP	8 970 [] NA [] NAP	6 645 [] NA [] NAP	5 277 [] NA [] NAP	15 [] NA [] NAP
2. Infractions mineures	1 214 [] NA [] NAP	3 185 [] NA [] NAP	2 400 [] NA [] NAP	1 999 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP
3. Autres affaires pénales	4 [] NA [] NAP	31 [] NA [] NAP	17 [] NA [] NAP	18 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :
Variations from the previous cycle remain unexplained

4.2.3 Gestion des flux d'affaires – seconde instance

097. Tribunaux de 2^{ème} instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2 ^{ème} instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	10 129 [] NA [] NAP	4 294 [] NA [] NAP	2 499 [] NA [] NAP	11 924 [] NA [] NAP	1 286 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	346 [] NA [] NAP

2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[X] NA [] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[X] NA [] NAP
3. Affaires administratives	11 687 [] NA [] NAP	2 798 [] NA [] NAP	1 090 [] NA [] NAP	13 395 [] NA [] NAP	7 629 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser.

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	4 913 [] NA [] NAP	4 108 [] NA [] NAP	2 416 [] NA [] NAP	6 605 [] NA [] NAP	65 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	30 [] NA [] NAP

2. Infractions mineures	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	23 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Autres affaires	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. A decrease in the number of resolved criminal cases (-45%) remains unexplained

4.2.4 Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	29 482 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 432 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	998 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	30 916 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	14 471 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Affaires administratives	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Autres affaires	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser.

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

() Oui, veuillez indiquer le nombre d'affaires classées par cette procédure

(X) Non

Commentaires

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires pénales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :

Please note that the data reported for Q99 also include criminal cases. At this stage, we are unable to report separate data.

4.2.5 Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires contentieuses spécifiques reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
Divorce contentieux	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Licenciement	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Faillite	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Vol avec violence	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Homicide volontaire	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The current case management system in use does not generate reliable statistics and the data requested above should be collected manually.

=

101-0. Nombre de procédures/ affaires relatives aux demandeurs d'asile et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
Procédures non-juridictionnelles relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procédures non-juridictionnelles relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires These data are not available.

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. The Constitution of the Republic of Albania, in its article 16, point 1, provides that the fundamental rights and freedoms as well as the obligations provided in the Constitution for Albanian citizens are equally valid for foreigners and stateless persons in the territory of the Republic of Albania , except in cases when the Constitution specifically links with Albanian citizenship the exercise of certain rights and freedoms.

Also in the Constitution of the Republic of Albania, article 39 point 3, it is provided that the collective expulsion of foreigners is prohibited. Foreigners are recognized the right to housing in the Republic of Albania according to law, guaranteed by Article 40 of the Constitution.

The main law for foreigners is law no. 108/2013 "On foreigners", which is fully aligned with the Regulation of the European Parliament and of the Council no. 810/2009 dated 13 June 2009 "On the establishment of the Community Code on visas", Number CELEX 32009R0810, Official Journal of the European Union, Series L Nr. 243, dated 15.9.2009 and a series of directives of the European Parliament and of the Council.

Pursuant to the law, the Decision of the Council of Ministers no. 513/2013 "On the entry, stay and departure of foreigners".

101-2. Nombre d'affaires d'abus sexuels d'enfants et de pornographie infantine reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Abus sexuels d'enfants	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Pornographie infantine	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez expliquer les définitions juridiques de ces catégories d'infractions dans votre système : No data available.

102. Pourcentage des décisions ayant fait objet d'un appel, durée moyenne des procédures et pourcentage d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans pour toutes les instances, concernant des affaires contentieuses spécifiques. La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'instruction en matière pénale, ainsi que de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Divorce contentieux	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Licenciement	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Faillite	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Vol avec violence	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Homicide volontaire	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP

Commentaires

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. The dissolution of the marriage represents the end of the marriage being the spouses alive. In the Family Code of the Republic of Albania, different cases of divorce are provided.
With the mutual consent of both spouses (Articles 125-128 of the CC).
Due to the termination of cohabitation (Articles 129-131 of the CF).

At the request of one spouse (Articles 132-133 of the CC).
1. Mutual consent of the spouses (Articles 125-128 of the CC).

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. N/A

4.2.6 Gestion des flux d'affaires – ministère public

105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

- [X] diriger ou superviser l'enquête policière
- [X] mener des enquêtes
- [X] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- [X] porter une accusation
- [X] soumettre l'affaire au tribunal
- [X] proposer une peine au juge
- [X] faire appel
- [X] superviser la procédure d'exécution
- [X] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)
- [] clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- [] autres attributions significatives (veuillez préciser) :

Commentaires In article 329/a, paragraph 1, of the Code of Criminal Procedure is provided that: 1. At the end of the preliminary investigation, when is proceeded for a crime and is one of the cases provided by paragraph 1, article 328, of this Code, the prosecutor requests the judge of the preliminary hearing to dismiss the accuse or case. The cases provided by paragraph 1, article 328, of this Code are:

1. At the end of the preliminary investigation, when a criminal offense is prosecuted, the prosecutor decides to dismiss the charge or case when: a) it is clear that the fact does not exist; b) the fact is not provided by law as a criminal offense; c) the victim has not submitted an appeal or gave up from where the proceedings are initiated at his request; d) the person cannot be taken as a defendant or can not be convicted; dh) there is a cause that extinguishes the offense or for which the prosecution should not have started or should not continue; e) it turns out that the defendant did not commit the crime or it is not proven that he committed it; f) by a final decision the defendant was sentenced for the same criminal offense; g) in other cases provided by law.

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

- [X] affaire civiles
- [] affaires administratives

[] affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Regarding the role of the prosecutor in civil cases, according to the law, the prosecutor should participate in processes with object the appointment of a legal guardian for minors or in processes with object deprivation of the capacity to act, declaration of disappearance and death of a person. Also, according to article 61, of Code of Criminal Procedure, a person who has suffered damage from a criminal offense or his heirs may file civil lawsuits in criminal proceedings against the defendant or civil defendant, seeking the return of property and compensation for damage. In this case, penal and civil claims are realised in the same process with the participation of a prosecutor.

107. Procureurs : Nombre total d'affaires pénales en 1ère instance

	Nombre d'affaires
1. Affaires pendantes au 1er Janvier de l'année de référence	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires nouvelles/reçues	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires traitées (3.1+3.2+3.3+3.4)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1. Classées pendant l'année de référence (3.1.1+3.1.2+3.1.3+3.1.4)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.1. Classées par le procureur parce que l'auteur n'a pas pu être identifié	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.2 Classées par le procureur en raison d'une absence de constat d'infraction ou en raison d'une situation juridique particulière	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.3 Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.4 Classement pour d'autres raisons	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.2.. Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.3. Affaires clôturées par le procureur pour d'autres raisons	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.4. Affaires portées devant les tribunaux	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Affaires pendantes au 31 décembre de l'année de référence	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été terminées par le biais de cette procédure ?

	Total	Infractions graves	Infractions mineures
Nombre total de procédures du plaider coupable	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Avant la procédure judiciaire principale devant les tribunaux	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Pendant la procédure judiciaire principale	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

109. Les données communiquées dans le cadre de la Q107 incluent-elles le contentieux routier ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Data not available at the time of the reporting

5. Carrière des juges et procureurs

5.1. Recrutement et promotion

5.1.1 Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

[] principalement par concours (concours ouvert)

[] principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

[X] une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

[] Une instance composée seulement de juges

[] Une instance composée seulement de non juges

[X] Une instance / des instances composée(s) de juges et de non-juges

[] Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

111-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose ses membres :

111-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez préciser quel organe est compétent pour décider en appel :

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

Oui

Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges : (réponses multiples possibles)

Concours/Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : The High Judicial Council is the responsible authority for the performance evaluation of judges as well as for their nomination, career, discipline and status. The promotion of judges is based on criteria provided by law no. 98/2016 and HJC by-laws : The evaluation is performed according to the following criteria: a) Judicial professional capacity legal knowledge and legal reasoning but not over the correctness of the decision

b) Organizational skills;

ability to handle the workload and judicial procedures;

skills to administer the judicial files;

c) Ethics and commitment to judicial/professional values;

the skills of the magistrate for work ethics, integrity and impartiality are measured; ç) Personal quality and professional commitment.

the communication skills, the skill to cooperate with colleagues and the readiness to be engaged in other activities are evaluated.

The Law enlists the sources to be used for the evaluation;

Combination of Indicators

Quantitative indicators

Qualitative Indicators

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge : (réponses multiples possibles)

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»): •Quantitative indicators

A compilation of Statistical data, on:

Number of cases decided

Time efficiency in concluding the case

Quantitative criteria are measured against fixed standards in the bylaws or averages that imply respect of due process of law. •Qualitative Indicators

Self-Assessment of the evaluated judge

The opinion of the president of the Court

Files selected by lot for evaluation Information on its participation in trainings offered by the Magistrates School Reports from the High Inspectorate on the Declaration of Assets and other institutions.

Decisions on disciplinary measures

Objections and hearings of the judge during the evaluation procedure

Possible verification of complains from the public

5.1.2 Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Quel est le statut du ministère public ?

Un statut indépendant en tant qu'entité distincte parmi les institutions de l'État

Fait partie du pouvoir exécutif mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

Fait partie du pouvoir exécutif (sans indépendance fonctionnelle)

Fait partie du pouvoir judiciaire mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

Fait partie du pouvoir judiciaire (sans indépendance fonctionnelle)

Un modèle mixte (veuillez expliquer)

Un autre statut (veuillez expliquer)

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (telles que le financement) et comment ces dernières sont établies (Constitution, législation etc.). De même, si « modèle mixte » ou « autre » veuillez préciser :

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

115-2. Si vous avez répondu « Oui » à la Q115-1, y-a-t-il des exceptions prévues par la loi ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez décrire ces exceptions :

115-3. Si vous avez répondu « Non » à la Q115-1, quelle autorité peut émettre des instructions spécifiques ?

- Procureur général
- Procureur hiérarchiquement supérieur / Chef de service
- Pouvoir exécutif
- Autre

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-4. Quelle forme peuvent avoir ces instructions ?

- Instruction orale
- Instruction orale avec confirmation écrite
- Instruction écrite
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-5. Dans ce cas, ces instructions sont-elles :

- Délivrées en ayant demandé l'avis préalable du Procureur compétent
- Obligatoires
- Motivées
- Enregistrées dans le dossier
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-6. Quelle est la fréquence de ce type d'instructions ?

- Exceptionnelles
- Occasionnelles
- Fréquentes
- Systématiques
- NAP

Commentaires

115-7. En cas d'instructions, le procureur peut-il s'opposer ou faire rapport à une institution ou à un organisme indépendant ?

- Oui
- Non
- NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser à quel organisme/institution et veuillez décrire dans quelles conditions :

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

Une instance composée seulement de procureurs

Une instance composée seulement de non procureurs

Une instance composée de procureurs et de non procureurs

Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

117-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose/nomme ses membres :

117-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez préciser quel est l'organe compétent pour décider en appel :

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

Oui

Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ? High Prosecutorial Council

Commentaires

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs ? (réponses multiples possibles)

Concours / Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un

concoure ou d'un examen) : The High Prosecutorial Council is the responsible authority for the performance evaluation of prosecutors as well as for their nomination, career, discipline and status. The promotion of prosecutors is based on criteria provided by law no. 98/2016 and HJC by-laws : The evaluation is performed according to the following criteria: a) Judicial professional capacity legal knowledge and legal reasoning but not over the correctness of the decision

b) Organizational skills;

ability to handle the workload and judicial procedures;

skills to administer the judicial files;

c) Ethics and commitment to judicial/professional values;

the skills of the magistrate for work ethics, integrity and impartiality are measured; ç) Personal quality and professional commitment.

the communication skills, the skill to cooperate with colleagues and the readiness to be engaged in other activities are evaluated.

The Law enlists the sources to be used for the evaluation;

Combination of Indicators

Quantitative indicators

Qualitative Indicators

•Quantitative indicators

A compilation of Statistical data, on:

Number of cases decided

Time efficiency in concluding the case

Quantitative criteria are measured against fixed standards in the bylaws or averages that imply respect of due process of law. •Qualitative

Indicators

Self-Assessment of the evaluated judge

The opinion of the president of the Court

Files selected by lot for evaluation Information on its participation in trainings offered by the Magistrates School Reports from the High

Inspectorate on the Declaration of Assets and other institutions.

Decisions on disciplinary measures

Objections and hearings of the prosecutor during the evaluation procedure

Possible verification of complains from the public

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur :

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»): With Decision no. 200, dated 23.09.2020, High Prosecutorial Council approved the Regulation "On the criteria and procedures for the promotion of heads of prosecution offices of the general jurisdiction". The purpose of this regulation is to define the criteria and procedures for the promotion of prosecutors in the leading position of the Prosecutions offices of general jurisdiction, based on the principles of meritocracy and career development.

5.1.3Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

(X) Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :

() Non

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

Pour des raisons disciplinaires

Pour des raisons organisationnelles

Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :

Non

Commentaires

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :

Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : Retirement age: 67

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :

Non

Commentaires

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

NA

NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

126-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources :

5.2. Formation

5.2.1 Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input checked="" type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges :

5.2.2 Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs :

5.2.3 Instituts de formation

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Institution(s) pour les juges	[]	[]	[]
Institution(s) pour les procureurs	[]	[]	[]
Institution(s) commune(s) pour juges et procureurs	[]	[]	[X]

Commentaires

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'(des) institution(s) pour l'année de référence, en €
Institution(s) pour les juges	[] NA [X] NAP
Institution(s) pour les procureurs	[] NA [X] NAP
Institution(s) commune(s) pour les juges et procureurs	1 538 461 [] NA [] NAP

Commentaires

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. According to article 148/ç, of the Constitution, prosecutor can be Albanian citizens appointed by the High Prosecutorial Council after being graduated from the Schools of Magistrates and after the conduction of a preliminary process of verification of their assets and their background checks, in accordance with the law. Graduating in the initial training/program in the School of Magistrates is compulsory and one of the legal preconditions to become prosecutor.

5.2.4 Nombre de formations



131-2. Nombre de formations continues disponibles et dispensées (en jours) par les institutions publiques responsable(s) de la formation.

Nombre de formations en présentiel disponibles	Nombre de formations dispensées en présentiel en jours	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)

Total	39 [] NA [] NAP	67 [] NA [] NAP	93 [] NA [] NAP
1. Pour les juges	34 [] NA [] NAP	56 [] NA [] NAP	82 [] NA [] NAP
2. Pour les procureurs	17 [] NA [] NAP	27 [] NA [] NAP	54 [] NA [] NAP
3. Pour le personnel non-juge	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
4. Pour le personnel non-procureur	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
5. Formations pour les autres professionnels	1 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez préciser s'il existe des formations pour les juges et/ou procureurs qui incluent d'autres professionnels de la justice
. The decrease in the number of in-person training course in days is due to Covid-19 related restrictions

131-3. Nombre de participants aux formations au cours de l'année de référence

	Nombre de participants aux formations en présentiel	Nombre de participants aux formations en ligne (e-learning)
Total	1 846 [] NA [] NAP	1 214 [] NA [] NAP
Juges	667 [] NA [] NAP	458 [] NA [] NAP
Procureurs	549 [] NA [] NAP	419 [] NA [] NAP
Personnel non-juge	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Personnel non-procureur	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Autres professionnels	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires Non-judge and non-prosecutor staff: 630 participants in in-person training courses and 337 participants in online training courses

5.3.Exercice de la profession

5.3.1 Salaires et avantages des juges et procureurs

132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	21 240 [] NA [] NAP	16 776 [] NA [] NAP	2 612 160 [] NA [] NAP	2 063 040 [] NA [] NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	25 836 [] NA [] NAP	20 232 [] NA [] NAP	3 177 360 [] NA [] NAP	2 488 560 [] NA [] NAP
Procureur au début de sa carrière	21 312 [] NA [] NAP	15 360 [] NA [] NAP	2 834 400 [] NA [] NAP	2 042 880 [] NA [] NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	26 004 [] NA [] NAP	19 260 [] NA [] NAP	3 457 968 [] NA [] NAP	2 561 604 [] NA [] NAP

Commentaires The gross salary for the Appellate prosecutors is ALL 269268 and the net one is ALL 202687. While the salary in euro consists of the gross one of € 2025 and the net one of € 1524.

On the first January of 2019 the new salary scheme for judges and prosecutors entered into force. The new salary scheme, part of the justice reform law nearly doubled the salaries of judges and prosecutors, especially at first instance level.

A magistrate's salary is determined by the magistrate's affiliation to a salary group and the salary scale.

2. A magistrate's salary is categorised into salary groups (G), based on the following indicators:

a) Magistrates assuming their functions in first instance courts of general and administrative jurisdiction or prosecution offices attached to first instance courts (G1):

b) Magistrates assuming their functions in appeal courts of general and administrative jurisdiction, prosecution offices attached to courts of appeal, magistrates assuming their function at the Anti-corruption and Organised Crime Specialised Court of first instance (G2);

c) Magistrates assuming their functions at the High Court and General Prosecution Office, as well as magistrates assuming their functions at the Anti-Corruption and Organized Crime Court of Appeal and at the Special Prosecution Office (G3).

3. The seniority bonus in exercising the function shall be calculated at the extent of 2% of the reference basic salary for each year of service in the function, but not more than 25 years of service.

4. In the case of High Court judges, appointed from among jurists who do not come from a judicial career, for the purpose of determining the seniority of service in exercising the function, the seniority bonus is calculated as equivalent to that of 15 years' of judicial career.

5. The monthly gross salary of a magistrate consists of the following elements:

a) The basic reference salary for judicial and prosecutorial functions, which is equivalent to the 'function-related salary' of civil servants of first category, the third scale in the position of Director of the General Directorate at Prime Minister's Office or any other equivalent position, as set out by the Council of Ministers decision. The reference of the monthly basic salary for judicial and prosecutorial positions to the "function-related salary" according to the above provisions, does not aim at defining the relative value of judicial and prosecutorial positions as against the civil service positions or to enable its classification into the respective category or class.

b) Supplements to group salary, which is the amount resulting from the multiplication of the reference basis salary with the coefficient in percentage of the respective function exercised by the magistrate, referring to paragraph 2 of this Article, namely:

i) G1: 90 %

ii) G2: 98 %

iii) G3: 106%

c) Seniority bonus being calculated on the basis of the reference basic salary as set out in paragraph 3 and 4 of this Article;

ç) The bonus for leading functions as defined according to Article 14 of this Law;

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Retraite spécifique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Logement de fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre avantage financier	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires In terms of housing, the law on status of judges and prosecutors (article 17) provides that "A magistrate shall, during the exercise of function and after having exercised the function at least three years, be once entitled to benefit a state funded home loan, at the amount of an average value of an apartment of 50 m² in a central area of the town, where the magistrate exercises the function. Per family member in the sense of paragraph 5 of this Article living in the household with the magistrate, the reference size of the apartment surface shall be increased per 10m² per person. In case two persons in a household are entitled to a state funded home loan, this shall be benefited only by one of them."

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

According to Article 11, of the Law "On the status of judges and prosecutors", as amended, except the salary, other financial benefits for the prosecutors and judges include:

a) compensation for the temporary transfer or delegation scheme;

b) remuneration for skills;

c) supplementary state pension, as provided by this law and legislation for supplementary state pensions;

d) any other benefit, based on the particular conditions of employment or personal situation and family law of the magistrate provided for by the legislation in force.

Also, in the Article 27, of the Law "On the status of judges and prosecutors", as amended, is provided that, a judge or a prosecutor is entitled to early retirement if:

a) has reached at least 60 years of age;

b) has served as a prosecutor for at least 30 years;

c) is not able to exercise his function, due to illness, certified by the medical commission on the assignment of workability.

The High Prosecutorial Council adopts more detailed rules setting out the procedure to be followed for early retirement and the rules on how to calculate early retirement and other benefits when the claim is accepted.

[] NAP

=



135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs

quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser les conditions et si possible les montants : The magistrates, who during the previous calendar year, had an exceptionally high ethical and professional evaluation, shall each year benefit a reward equal to a basic reference salary. The Councils can adopt more detailed rules on the remuneration by: a) Restricting the entitlement to 5 % of magistrates annually, being evaluated during the previous calendar year;

b) Setting out the criteria and procedure on the selection of the magistrates benefiting this entitlement. Part of the ethical and professional evaluation are also the organisational skills, as provided in article 74 of the law on status of judges and prosecutors. By the criterion of organisational skills the magistrates' ability to handle the workload and to handle judicial or investigatory procedures and skills to administer the judicial files are evaluated by avoiding that circumstances which do not depend on the magistrate and have negative effect on the results of the evaluation. The skills to handle the workload are measured based on the indicators to meet legal deadlines, to meet the minimum time standards, the average time spent on each case, the clearance rate of judicial cases and the average time to make a final judicial decision or a final prosecutorial decision in a case.

In the case of a judge, the skill of a judge to handle judicial procedures is measured by the indicators of the average number of hearings per case, conducting the necessary procedural actions for the organization of the judicial process, avoidance of unproductive court hearings, as well as including the monitoring of sending without delay the necessary acts of notification.

In case of a prosecutor, the skill of a prosecutor to handle efficiently investigation procedures and other procedures of the prosecutorial system is measured by the indicators of conducting necessary investigative and procedural actions within the set time frame, collection of necessary evidence, as well as including the monitoring of sending without delay the necessary acts of notification.

5. The skill to administer the judicial or prosecutorial files is measured by the indicators of the order, completeness and accuracy of documentation of the file.

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires

138-1. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

Juges uniquement

Juges et représentants d'autres professions juridiques

Autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-2. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires

138-4. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

Procureurs uniquement

Procureurs et représentants d'autres professions juridiques

Autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-5. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public ?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

5.4.Procédures disciplinaires

5.4.1Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (réponses multiples possibles) ?

Justiciables

Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal disciplinaire

Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) :

Ceci n'est pas possible

Commentaires The High Justice Inspector shall be responsible for the verification of complaints, investigation of violations on its own initiative and the initiation of disciplinary proceedings against judges and prosecutors of all levels, members of the High Judicial Council, High Prosecutorial Council and the Prosecutor General, in accordance with the procedure defined by law.

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (réponses multiples

possibles) :

- Citoyens
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal disciplinaire
- Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :
- Ceci n'est pas possible

Commentaires

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (réponses multiples possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (réponses multiples possibles)

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

5.4.2 Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Amende	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Diminution de salaire temporaire	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

6. Rétrogradation de poste	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
8. Démission	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
9. Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
10. Révocation	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. All the cases mentioned in the Q.238 for Professional inadequacy are pending trial by relevant councils.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : High Justice Inspector Annual Report

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1 Statuts de la profession d'avocat



146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	3 064 <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires There is no category of "legal advisors" within lawyers or legal profession. The only distinction is between lawyers – who draft and represent clients before all courts and assistant lawyers – who can represent only in few cases and only in the presence of the lawyer, where the later should take the permission from his/her client. The number above does not include assistant lawyers.

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires

=

149. La représentation légale devant les tribunaux est-elle exclusivement exercée par les avocats pour les : (réponses multiples possibles)

	Première instance	Deuxième instance	Cour suprême
Affaires civiles	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires de licenciement	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires pénales - Défendeur	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires pénales - Victime	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, pour certaines affaires <input type="checkbox"/> Non [] NAP

Commentaire - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des avocats : In civil and administrative cases representatives with the power of attorney of parties can be:

- a) private lawyers;
- b) spouses, the linear descendants and ascendants, and siblings;
- c) legal graduates and other authorised employees of state institutions or of other legal persons;
- ç) persons that the court allows to act as representatives in a case;
- d) other persons for whom it is allowed by the law to be representatives of the parties.

The following cannot serve as representatives of parties:

- a) persons that have not reached 18 years of age;
- b) persons who have had their capacity to act, legally removed;
- c) private lawyers, during suspension from legal practice;
- ç) judges and prosecutors.

The power of attorney may be general or specific. Power of attorney is put forth in writing in accordance with the provisions of the Civil Code as well as verbally before the court examining the

dispute

In criminal cases:

1. The defendant has the right to defend himself in person or through the legal assistance of a lawyer. If he has no sufficient means, he shall be guaranteed legal defence by lawyer, free of charge, in the cases provided for by this Code.

2. The lawyer shall assist the defendant to have his procedural rights guaranteed and his legitimate interests protected. 1. The proceeding authority shall provide immediately a lawyer paid by the State to the defendant, who has not appointed or no longer has a retained lawyer, if he:

a) is under eighteen years of age;

b) is deaf and mute;

c) has limited capabilities which hinder his ability to defend himself;

c) is charged with a criminal offence, punishable by not less than 15 years' imprisonment, in the maximum term;

d) is charged with a criminal offence pursuant to letters "a" and "b", of article 75/a, of this Code;

dh) has been declared escaped or in absentia upon a court decision;

e) the arrested or the detained person is questioned;

ë) in the cases provided for by paragraph 5 of article 205, or paragraph 1, of article 296 of this Code;

f) in every other case provided for by law.

2. If reasons for mandatory defense, exist, pursuant to this article, the proceeding authority shall assign immediately a lawyer to the defendant. The lawyer shall assist the defendant during all phases of the proceedings, as long as the conditions provided in paragraph 1 of this Article exist.

3. The appointed lawyer, pursuant to this article, is chosen by the proceeding authority out of the list made available by the Bar Association.

4. If the court, the prosecutor and the judicial police must carry out an action requiring the presence of a lawyer and the defendant does not have one, they shall inform the appointed lawyer on such action.

5. If the presence of the lawyer is required and the retained or appointed lawyer has not been provided, has not shown up or has withdrawn from the defence, the court or prosecutor shall apply paragraph 4 of article 350 of this Code. If his absence is justified, the court or the prosecutor may appoint another lawyer in substitution, who shall exercise the rights and takes over the duties of the lawyer.

6. The assigned lawyer shall cease his functions if a retained lawyer is appointed.

7. When the defence cannot be secured pursuant to this provision and paragraph 3 of article 49, it is guaranteed by the institutions providing free legal aid, pursuant to the legislation in force.

149-0. Si d'autres que les avocats peuvent représenter un client devant les tribunaux, veuillez préciser qui :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Membre de la famille	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Personne concernée elle-même	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Syndicat	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Autres	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
---------------	----------------------	----------------------	----------------------

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser. De plus, pour les catégories sélectionnées, veuillez préciser quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : In civil and administrative cases representatives with the power of attorney of parties can be: a) private lawyers;

- b) spouses, the linear descendants and ascendants, and siblings;
- c) legal graduates and other authorised employees of state institutions or of other legal persons;
- ç) persons that the court allows to act as representatives in a case;
- d) other persons for whom it is allowed by the law to be representatives of the parties.

The following cannot serve as representatives of parties:

- a) persons that have not reached 18 years of age;
- b) persons who have had their capacity to act, legally removed;
- c) private lawyers, during suspension from legal practice;
- ç) judges and prosecutors.

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- Activité notariale
- Arbitrage/médiation
- Mandataire
- Syndic de copropriété
- Agent immobilier
- Autres (veuillez préciser) :

Commentaires

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

- Avocat indépendant
- Avocat salarié
- Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- un barreau national
- un barreau régional
- un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

- Oui
- Non

Commentaire - Veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire: 1. The initial training is part of the professional education program, which aims to professionally develop the

candidate advocates with adequate theoretical and practical professional knowledge, with a view of his/her access to the profession of advocate.

2. The initial training is a legal requirement to acquire the professional title of advocate.

3. The initial training of the candidate advocate is organized through programs drafted and certified by the Scientific Committee of the School of Advocates, which acts as a specialized unit of the Chamber of Advocacy of Albania.

4. By the end of the initial training program, the candidate advocate shall be supplied with the relevant certificate for this purpose.

5. Detailed rules on the contents and organisation of the initial training programme, attendance in training, duration and the manner of its conduct, the selection criteria, remuneration of trainers as well as evaluation of their performance shall be defined in the Statute of the Chamber of Advocacy of Albania.

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires 1. The continuous training program aims to update the advocates with specific professional theoretical and practical knowledge. The attendance of continuous training program shall be compulsory for every advocate and upon the fulfilment of obligation, the advocate shall be supplied with the relevant certificate by the Chamber of Advocacy of Albania.

2. Advocates that offer defence to minors in conflict with the law or child victims shall undergo specialised training on criminal justice for children, as per the legislation in force.

3. The advocates to be included in the list of the Chamber of Advocacy of Albania to offer secondary legal aid services, shall undergo specific training on fields of law that relate to the categories benefiting secondary legal aid as per the legislation in force on state guaranteed legal aid.

4. Delivery of 'pro bono' advocacy services shall be recognised as credits in the fulfilment of the obligation for continuous training.

5. Non-attendance of continuous training programs from the advocate constitutes a ground for the initiation of the disciplinary proceeding against him/her.

6. The Scientific Committee of the School of Advocacy may determine criteria for the exclusion of certain categories of advocates from the obligation to attend continuous training. These criteria are related to the advocate's job seniority and professionalism, scientific titles and degrees he/she holds and other criteria which may be assessed by this body.

7. Detailed rules on the organization, participation and method of the development of continuous training, as well for recognising 'pro bono' services into credits of continuous training shall be specified in the Statute of the Chamber of Advocacy of Albania and the School Regulation.

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : 2. Advocates that offer defence to minors in conflict with the law or child victims shall undergo specialised

training on criminal justice for children, as per the legislation in force.

3. The advocates to be included in the list of the Chamber of Advocacy of Albania to offer secondary legal aid services, shall undergo specific training on fields of law that relate to the categories benefiting secondary legal aid as per the legislation in force on state guaranteed legal aid.

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

6.1.2 Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires 1. The remuneration of the advocate for work carried out shall be set in one of the following ways:

a) by agreement between the advocate and the client. The agreement achieved between the advocate and the client shall constitute an executive title;

b) in compliance with the provisions of the legislation in force on state guaranteed legal aid;

c) according to a joint instruction of the Minister of Justice and the minister responsible for Finance, after having received prior the opinion of the Chamber of Advocacy of Albania, in the cases of obligatory defence, in accordance to the Criminal Procedure Code;

ç) by success fee set in the agreement made preliminarily between the advocate and the client in cases of successful defence or representation;

d) any other remuneration provided for in the acts and practices of the international organizations to which Albania accedes.

2. The remuneration of the advocate may not be made in any other manner, different from those foreseen in this article.

3. The Chairperson of the Chamber of Advocacy of Albania and the Minister of Justice, shall specify the reference remuneration fees of the advocate, which are applicable in the instances when in the written agreement between the advocate and the client no manner of remuneration has been provided.

6.1.3 Standards de qualité et procédures disciplinaires

157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser : A disciplinary proceeding against an advocate shall begin based on a complaint filed by the subjects foreseen

in article 40 of this law and are classified in:

a) "advocate's professional misconduct", which includes actions contrary to legal provisions or regulations, bylaws, statute and the Advocate's Code of Ethics;

b) "inappropriate professional services", which includes actions or omissions toward the client, which are significantly below the level of service expected by the advocate;

c) "non-provision of state guaranteed legal aid service", including the inappropriate non-provision of legal aid services to beneficiaries of secondary legal aid according to the legislation in force on state guaranteed legal aid.

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) :

Commentaire The Disciplinary Committee is a collegial body which enjoys legal personality through the Chamber of Advocacy of Albania.

2. The Disciplinary Committee is composed of:

a) 7 (seven) active advocates elected by secret ballot by the General Council of the Chamber of Advocacy of Albania. The Member of the Disciplinary Committee elected according to this paragraph may not carry out other steering duties in the steering bodies of the Advocacy Chamber of Albania;

b) a representative of the High Judicial Council;

c) a representative of the High Prosecutorial Council;

ç) a representative of the Ministry of Justice;

d) a representative of civil society or academia in the field of law.

The criteria and procedures of election of the representatives foreseen in letters 'a' and 'd' of this paragraph, shall be determined in the Statute and Regulation of the Chamber of Advocacy of Albania.

3. The Chairperson of the Disciplinary Committee shall be elected by the Steering Committee of the Chamber of Advocacy of Albania among the members elected in accordance with letter "a" of paragraph 2 of this Article.

The Chairperson and the members of the Disciplinary Committee, elected as per letter 'a' of paragraph 2 of this article, shall be elected for a term of officer of four years with the right of re-election only once.

4. The Disciplinary Committee exercises these responsibilities:

a) examines the decisions of the Commissioner of Complaints regarding:

(i) the admissibility of the complaint and adoption of the disciplinary measure against the advocate;

(ii) the rejection of the complaint.

b) in case it decides to accept the complaint refused by the Commissioner of Complaints and to initiate the examination of the filed complaint, it appoints 1 (one) of its members as rapporteur of the case. The assigned rapporteur shall exercise the responsibilities of the Commissioner of Complaints and shall not take part in the final voting of the Disciplinary Committee.

5. The Disciplinary Committee holds meetings when the majority of members with voting right are present.

The decisions of the Disciplinary Committee shall be taken by a majority of votes of the members present in the meeting.

6. The Disciplinary Committee shall examine the complaint and take a decision within 30 (thirty) days from the date of filing of the complaint. The reasoned decision shall be notified to the complainant and the advocate, party to the disciplinary proceeding.

7. Detailed rules on the conduct of the disciplinary proceeding, of the functioning of the Disciplinary Committee, modalities of the exercise of its responsibilities, as well as the remuneration of member, shall be set out in the Statute of the National Chamber of Advocacy and in the regulation on the disciplinary proceeding approved by the General Council of the Chamber of Advocacy of Albania

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

2. Suspension	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Amende	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons :

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1 Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système judiciaire prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

Oui

Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : If there are mandatory informative sessions, please specify which fields are concerned: Civil case, family case, criminal case, work case.

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires familiales	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires administratives	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires pénales	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Affaires liées aux consommateurs	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

- () Oui
(X) Non
[] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

=

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	87 [] NA [] NAP	37 [] NA [] NAP	50 [] NA [] NAP

Commentaires

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement

Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	992 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	979 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles et commerciales	651 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	651 [] NA [] NAP
2. Affaires familiales	19 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP
3. Affaires administratives	110 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	109 [] NA [] NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	206 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	205 [] NA [] NAP
5. Affaires pénales	3 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	3 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source :

=

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

l'arbitrage

la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

Commentaires

G1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source :

8. Exécution des décisions de justice

8.1. Exécution des décisions en matière civile

8.1.1 Nombre d'agents d'exécution, statut et mandat

169. Nombre et type d'agents d'exécution dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
Total (1+2+3+4)	224 [] NA	169 [] NA	55 [] NA
1. Profession libérale réglementée par les autorités publiques	152 [] NA [] NAP	125 [] NA [] NAP	27 [] NA [] NAP
2. Agents d'exécution attachés à une institution publique (fonctionnaires payés par l'Etat)	72 [] NA [] NAP	44 [] NA [] NAP	28 [] NA [] NAP
3. Juges	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser le statut et les compétences de ces agents d'exécution :

170. Quelles sont les conditions d'accès à la profession d'agent d'exécution (réponses multiples possibles) ?

- diplôme
- expérience professionnelle
- examen spécifique
- procédure de nomination par l'Etat
- formation initiale
- autre

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser : Please note that in albania we have a dual system: private and state bailiffs.

Private bailiffs need to fulfill the following conditions:

A person that seeks to be licenced as private judicial enforcement agent shall have to meet the following conditions:

- a) Have Albanian citizenship;
- b) Have full legal capacity to act;
- c) Have completed the second cycle of university studies in law within the country, or a diploma equivalent with it, or to have completed the university studies in law outside the county, recognised and equal to the former, in accordance to the legislation in force on higher education in the Republic of Albania;
- ç) Have successfully completed the compulsory one-year initial training program at the Training Centre;
- d) Be employed full-time as an assistant enforcement agent by a private judicial enforcement agent or a private enforcement office for a period of not less than 2 (two) years following completion of compulsory initial training;
- dh) Have successfully passed the qualification exam as private judicial enforcement agent;
- e) Have not been convicted by a final court decision:
 - i. for an intentional criminal offence, that is not expunged;
 - ii. for a criminal offence committed by negligence, which has not been expunged and which impinges on the figure and integrity of the profession of private judicial enforcement agent;
 - iii. for an intentional commitment of a criminal offence, that has been expunged, but nevertheless impinges on the figure and integrity of the profession of private judicial

enforcement agent.

ë) Have not been dismissed from the exercise of a public duty or function, by a decision of the competent body that has become final.

State bailiffs need to fulfill the following conditions:

1. An Albanian citizen who meets these conditions is appointed a bailiff:

a) Has full capacity to act.

b) Has a university degree in law.

c) Enjoys a good reputation.

ç) Has not been convicted of a criminal act by a final court decision.

d) Has not been dismissed from the public administration for disciplinary violations within a time period of 3 years from the date of submission of his application; when the disciplinary violation was committed while exercising the function of a judge, prosecutor, judicial police officer, notary or lawyer, the time period is 5 years.

2. Admission to the bailiff service is based on a competition. The Bailiffs' Council follows the procedures of selection and evaluation of the candidates and presents its opinion to the Minister of Justice within 15 days.

3. The winner shall be appointed a bailiff temporarily by the Minister of Justice for a probationary period of 3 months.

171. Le mandat des agents d'exécution est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : 65

Non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :
Dismissal and resignation

8.1.2 Activités/ domaines de compétences

171-1. A quelles informations du débiteur l'agent d'exécution a-t-il accès au début de la procédure d'exécution ?

	Accès à l'information	Accès numérique direct à l'information
Adresse	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Date de naissance	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Etat civil	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Cohabitant	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Employeur	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Véhicule automobile	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Biens meubles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Biens immeubles	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Compte bancaire	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Procédures d'exécution déjà en cours contre le débiteur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Procédures d'insolvabilité (faillites, réorganisations judiciaires, règlement collectif de dettes, ...)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Autre	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si "Autre", veuillez préciser : data from the commercial register, regarding the name of the company, address, identification number etc.

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies conservatoires des biens meubles corporels	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des immeubles	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie conservatoire des immeubles	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non <input type="checkbox"/> NAP

Saisies des rémunérations	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Mesures d'expulsion	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisies des bateaux et des navires	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisie des aéronefs	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisie des avoirs dématérialisés (par ex. cryptomonnaie)	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Vente des parts sociales	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP

Autres	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
--------	--

Commentaires

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires Secondary activities of private bailiffs are regulated by law 26/2019, which entered into force in 2019

8.1.3 Formation et TIC

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires The National Training Centre for Enforcement Agents shall be established within the Chamber and shall be the institution responsible for the initial and continuous training of private judicial enforcement agents. The Training Centre shall be financed and administered by the Chamber.

2. The Training Centre shall provide initial training programs for the candidates for private judicial enforcement agent as well as continuous training programs for private judicial enforcement agents. The Training Centre may also offer training courses for jurists who intend to get professional, theoretical and practical knowledge in the field of mandatory judicial enforcement. Private judicial enforcement agents and assistant enforcement agents shall attend the Obligatory Continuous Training Program at the Training Centre.

2. The Obligatory Continuous Training Program shall establish the training methods, the exact training program and the training modules, the rules and conditions for issuing certificates of participation and further detailed rules on the obligatory continuous training.

3. The Obligatory Continuous Training Program shall be approved by order of the Minister, upon the

proposal of the Chamber.

Please note that there is no such system for state bailiffs.

172-2. Disposez-vous d'un système de formation « e-learning » mis en place pour les agents d'exécutions ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-3. Le système de formation continue comprend-il dans son contenu également les TIC (liées aux procédures d'exécution) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-4. Votre pays a-t-il instauré la signification et/ou notification électronique ?

Oui

Non

Commentaires

172-5. Le développement de nouvelles technologies a-t-il un effet sur les différentes étapes de la procédure d'exécution ?

Oui

Non

Comentaire - Veuillez expliquer :

8.1.4 Frais

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

175-1. Les honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires The fees are mandatory, depending on the nature of the enforcement proceedings

175-2. Qui doit procéder au paiement de ces honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution ?

Le débiteur

Le créancier

Autre – veuillez préciser

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui

Non

Commentaires

H0. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Law on private bailiffs and law on public bailiffs

<https://euralius.eu/index.php/en/library/albanian-legislation?task=download.send&id=10&catid=15&m=0>

<https://euralius.eu/index.php/en/library/albanian-legislation?task=download.send&id=357&catid=119&m=0>

8.1.5 Organisation de la profession et efficacité des services

177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires The activity of the private enforcement agents or private enforcement offices shall be verified by the Ministry in compliance with this law and the legislation in force on the inspection in the Republic of Albania. The Chamber, independent of the control carried out by the Ministry, as per this law, shall carry out the oversight of the enforcement activity of private judicial enforcement agents, and of assistant enforcement agents, with regard to adherence with the Code of Ethics, professional standards and the fulfilment of obligations as member of the Chamber. The Chamber shall carry out the routine oversight at least once every two years.

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.

- absence de toute exécution
- non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques
- manque d'information
- durée excessive
- pratiques illégales
- supervision insuffisante
- coût excessif
- défaut de comportement éthique de l'agent d'exécution
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non
pour les affaires administratives	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de signification et/ou notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

- entre 1 et 5 jours
- entre 6 et 10 jours
- entre 11 et 30 jours
- plus (veuillez préciser) :
- NA

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	3 [] NA [] NAP
1. Pour faute déontologique	[X] NA [] NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	[X] NA [] NAP
3. Pour délit pénal	[X] NA [] NAP
4. Autre	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	0 [] NA [] NAP
1. Réprimande	[X] NA [] NAP
2. Suspension	[X] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	[X] NA [] NAP
4. Amende	[X] NA [] NAP
5. Autre	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : Disciplinary proceedings for these case have continued during 2021

H1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : monitoring activities of Ministry of Justice

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales ? (réponses multiples possibles)

- Juge
- Procureur
- Services pénitentiaire et de probation
- Agent d'exécution
- Autre autorité (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle). Article 10

The court

In cases of decisions for immediate execution, in addition to other dispositions, the court shall order the execution of the decision immediately after the announcement and submission of a copy of the decision to the prosecutor attached to the court that rendered the decision for its execution.

Article 11

The prosecutor

1. The prosecutor shall take measures and initiate the procedure for the execution of the criminal court decision and, pursuant to articles 463 and 468 of the Criminal Procedure Code, shall proceed himself/ herself or order other bodies to execute the decision as per this law.
2. The prosecutor shall keep separate files for the execution of the decision and for all the acts administered during the execution.
 1. The criminal offense victim who has been granted the right to compensation for damages by a final court decision shall request the execution of a decision containing orders in his/ her favour according to the provisions of the Civil Procedure Code. The prosecutor shall be obliged to notify the criminal offense victim of the commencement of the criminal decision execution.
 2. The orders of a criminal decision for property rights in favour of the state shall be executed according to the provisions of the Civil Procedure Code, after notifying the State Advocacy in advance.
 3. The prosecutor shall have the right to be informed at any time of the execution of state property rights deriving from a criminal decision.
 4. When the prosecutor finds that the competent state body does not take measures, he/ she shall address the court to request the execution of the property rights deriving from the criminal decision according to the relevant provisions of the Civil Procedure Code.

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
- Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%

50-79%

Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9. Notaires

9.1. Profession de notaire

9.1.1 Nombre, statut et mandat des notaires

192. Nombre et statut des notaires dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	447 [] NA [] NAP	141 [] NA [] NAP	306 [] NA [] NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Officiers publics nommés par l'Etat	447 [] NA [] NAP	141 [] NA [] NAP	306 [] NA [] NAP
3. Fonctionnaires (rémunérés par l'Etat)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autre	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si « autre » veuillez préciser le statut ou si « Officiers publics nommés par l'Etat » veuillez indiquer quel ministère est principalement engagé dans la procédure de nomination.

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (réponses multiples possibles)

?

diplôme

expérience professionnelle

examen spécifique

procédure de nomination par l'Etat

formation initiale

autre (veuillez préciser):

Commentaires The right to be licenced as notary in the Republic of Albania is given to any person that fulfils the following criteria:

a) possess the Albanian citizenship;

b) have full capacity to act;

c) have not been convicted by a final court decision:

i) for an intentional criminal offence, that is not expunged;

ii) for a criminal offence committed by negligence, which has not been expunged and which impinges on the figure and integrity of the profession of notary;

iii) for an intentional commitment of a criminal offence, that has been expunged, but nevertheless impinges on the figure and integrity of the profession of notary.

ç) have not been dismissed from the exercise of a public duty or function, for ethical integrity reasons, by a decision of the competent body that has become final, with the exception of instances when the disciplinary measure has been extinguished in accordance to the applicable legislation;

d) completion of the second cycle of university law studies, with a "Master of Science" diploma, or an equivalent degree, or university studies abroad validated in accordance with the rules for validation of diplomas as per the legislation in force;

dh) successful completion of the compulsory initial training program at the Albanian Training Centre for Notaries;

e) full time work experience of at least two years as candidate notary, attached to a notary;

ë) upon completion of the initial training, as per the requirement of letter 'dh' of this Article, and of the practical training as per the requirement of letter 'e' of this Article, shall sit and successfully pass the notary qualification exam.

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

[X] oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65

[] non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

9.1.2 Activités/ domaines de compétences

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles) :

	Veuillez sélectionner une option
Authentification	<input checked="" type="checkbox"/> (X) Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> () Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> () Non <input type="checkbox"/> [] NAP
Certification des signatures	<input checked="" type="checkbox"/> (X) Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> () Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> () Non <input type="checkbox"/> [] NAP
Légalisation des signatures/ Apostille	<input type="checkbox"/> () Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> () Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> (X) Non <input type="checkbox"/> [] NAP

Contrôle de légalité des documents	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Médiation	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Prestation de serments	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Procédures judiciaires non contentieuses (par exemple, agir en tant que commissaire du tribunal dans un dossier de succession, divorce, partage de succession, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Agir en tant que fonctionnaire d'Etat (par exemple, célébrer un mariage, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres fonctions judiciaires (par exemple ordre de paiement)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Enchères publiques	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres (par exemple collecter des impôts, gérer des registres)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser. Veuillez indiquer toute précision utile concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou au contraire les autres organes ayant également des compétences pour les activités énumérées. 1. In addition to all powers accorded by other laws, the notary has the power to draft notarial acts,

effect authentications, certifications and verifications in all matters, including but not limited to:

- a) drafting testaments,
- b) drafting the act for full or partial revocation of the testaments;
- c) drafting the minutes for giving grant of probate;
- ç) accepts for safekeeping holographic or special testaments;
- d) issuing legal/testamentary inheritance certificates;
- dh) drafting notarial acts, compiling drafts on other legal actions and documents, giving out copies of documents or abridged versions thereof
- e) serving the notary notifications within or outside the country;
- ë) legalising the signatures of the citizens affixed on various acts;
- f) drafting the objections to bills of exchange and the certificates for non-payment of cheques;
- g) certifying the date of submission of documents at the notary office;
- gj) certifying the presence of a person and his/her stay in a given location;
- h) admitting documents of natural or legal persons for safe-keeping in the notary office;
- i) certifying that copies or abridged versions of documents are the same as the original submitted by the interested parties;
- j) providing or certifying translations from one language to another, on his/her own or through a licenced translator as accepted by the parties;
- k) editing minutes, making inventories of items, documents, postal or electronic correspondence, electronic communications, electronic documents seals by way of a digital seal, portals, application communications, other published documents, by way of describing the situation of items, circumstances being observed while editing the minutes and, in the event of the correspondence, the sender and recipient, according to the request of citizens;
- l) drafting and taking part in the drafting of acts of commercial enterprises;
- ll) drafting notarial acts, powers of attorney, contracts, agreements, statements and other documents being requested by interested persons, as well as other acts and actions, which under the law fall within the subject matter competence of the notary;
- m) taking into their custody money that is not cash, bonds, securities or other valuable items for the purpose of safekeeping for parties or for handing these items over to a third party in case of a legitimate interest of security for the parties;
- n) offers legal counselling for different problems in the field of the notarial activity;
- nj) seeking from the natural or legal persons data or documents being indispensable for the accomplishment of notary acts and transactions.
- o) rejecting the accomplishment of notary acts and transactions, as long as the documentation being submitted by the requesting party is not comprehensive, or the scope or contents are at variance with the law and the general principles of law, or in other instances where the notary is personally convinced that the requested notary act or transaction is fictitious.

2. The notary has the power to advise parties in all legal matters relating to notarial acts or actions, in particular but not limited to the drafting of contracts and agreements of all kinds and to assist in the processing of transactions.

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Protection des personnes vulnérables

Autres

Commentaires 1. In addition to all powers accorded by other laws, the notary has the power to draft notarial acts, effect authentications, certifications and verifications in all matters, including but not limited to:

- a) drafting testaments,
 - b) drafting the act for full or partial revocation of the testaments;
 - c) drafting the minutes for giving grant of probate;
 - ç) accepts for safekeeping holographic or special testaments;
 - d) issuing legal/testamentary inheritance certificates;
 - dh) drafting notarial acts, compiling drafts on other legal actions and documents, giving out copies of documents or abridged versions thereof
 - e) serving the notary notifications within or outside the country;
 - ë) legalising the signatures of the citizens affixed on various acts;
 - f) drafting the objections to bills of exchange and the certificates for non-payment of cheques;
 - g) certifying the date of submission of documents at the notary office;
 - gj) certifying the presence of a person and his/her stay in a given location;
 - h) admitting documents of natural or legal persons for safe-keeping in the notary office;
 - i) certifying that copies or abridged versions of documents are the same as the original submitted by the interested parties;
 - j) providing or certifying translations from one language to another, on his/her own or through a licenced translator as accepted by the parties;
 - k) editing minutes, making inventories of items, documents, postal or electronic correspondence, electronic communications, electronic documents seals by way of a digital seal, portals, application communications, other published documents, by way of describing the situation of items, circumstances being observed while editing the minutes and, in the event of the correspondence, the sender and recipient, according to the request of citizens;
 - l) drafting and taking part in the drafting of acts of commercial enterprises;
 - ll) drafting notarial acts, powers of attorney, contracts, agreements, statements and other documents being requested by interested persons, as well as other acts and actions, which under the law fall within the subject matter competence of the notary;
 - m) taking into their custody money that is not cash, bonds, securities or other valuable items for the purpose of safekeeping for parties or for handing these items over to a third party in case of a legitimate interest of security for the parties;
 - n) offers legal counselling for different problems in the field of the notarial activity;
 - nj) seeking from the natural or legal persons data or documents being indispensable for the accomplishment of notary acts and transactions.
 - o) rejecting the accomplishment of notary acts and transactions, as long as the documentation being submitted by the requesting party is not comprehensive, or the scope or contents are at variance with the law and the general principles of law, or in other instances where the notary is personally convinced that the requested notary act or transaction is fictitious.
2. The notary has the power to advise parties in all legal matters relating to notarial acts or actions, in particular but not limited to the drafting of contracts and agreements of all kinds and to assist in the processing of transactions.

9.1.3 TIC, organisation de la profession et formation

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes TIC spécialisés dans leur activité ?

Dans leurs relations avec l'État (par exemple, tribunaux, registres, chambres de commerce, autorités fiscales)

Dans leurs relations avec leurs clients

Dans leurs relations avec d'autres notaires (par exemple, visioconférence, système d'échange de documents)

Commentaires

194-4. Quels sont les registres informatisés que les notaires peuvent consulter ?

- Registre foncier
 Registre du commerce
 Registre de l'état civil/ de la population
 Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale
 Tout autre registre (veuillez préciser) Vehicle register
 Aucun

Commentaires

194-5. Existe-t-il des registres/infrastructures de registres gérés par le notaries ?

- Oui
 Non

Commentaire - Dans l'affirmative, veuillez préciser :

194-6. Dans quels registres informatisés les notaires peuvent-ils modifier les données (directement ou indirectement via une demande en ligne) ?

	Modification directe	Modification indirecte via une demande en ligne
Registre foncier	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Registre du commerce	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Registre de l'état civil/ de la population	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Tout autre registre (veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Aucun	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

194-7. Quels sont les outils TIC utilisés par les notaires dans leurs relations avec leurs clients ?

- Visioconférence (par exemple, conseils numériques)
 Acte électronique
 Identification numérique
 Archivage numérique

Autre, veuillez préciser

Aucun

Commentaires

194-8. Qui est responsable pour gérer les archives numériques ?

Notariat/ organisme professionnel

Autres autorités publiques

Autre entité (veuillez préciser)

Commentaires

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

Oui

Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

une instance professionnelle

le tribunal

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires The Minister of Justice shall carry out the oversight of the general activity of notaries, in accordance with the provisions of this Law.

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

Oui

Non

Commentaires The Albanian Training Centre for Notaries shall be the institution responsible for the initial training of the candidates for notaries and the continuous training of notaries of the National Chamber of Notaries. The Training Centre is organized and functions as a structure of the National Chamber of Notaries and has academic independence.

1. The mandatory continuous training program shall be organised pursuant to rules foreseen in the Regulation for the continuous training.

2. The Regulation that govern the continuous training shall determine: the continuous training program objectives; list of teaching disciplines and other training activities; organisation of teaching; rules of attendance, way of checking the knowledge and skills; financial aspects, as well as other detailed issues for the mandatory continuous training of notaries.

3. Upon the completion of the mandatory continuous training program, the notary shall be entitled to be provided with a certificate, which shall be signed by the Executive Director of the Training Centre

196-2. Les notaires bénéficient-ils d'une formation en matière de :

	Oui	Non
Droit européen	()	(X)
Droit d'un autre Etat membre (programmes de formation transfrontaliers)	()	(X)

Commentaire - Si oui, veuillez indiquer les types (par exemple, cours traditionnels, e-learning, webinaire) et les grands thèmes des activités de formation :

I1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Monitoring activities of the Ministry of Justice

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1 Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

(X) Oui

() Non

Commentaires

199. Nombre d'interprètes judiciaires enregistrés :

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

- Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée
- Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique
- Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection

Commentaires

J1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Criminal and Civil procedure law

11.Experts judiciaires

11.1.Profession d'expert judiciaire

11.1.1 Statuts des experts judiciaires



202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (réponses multiples possibles) :

- Experts désignés par les parties au soutien de leur argumentation mais tenus envers un tribunal par une obligation d'indépendance et d'impartialité
- Experts nommés par le tribunal ou une autre autorité indépendante des parties
- Autres systèmes d'expertise judiciaire, veuillez préciser

Commentaire - Veuillez préciser qui propose et qui nomme un expert dans une affaire déterminée.

202-1. Existe-t-il des listes ou toute autre forme d'enregistrement officiel, pour les experts ?

- (X) Oui
- () Non

Commentaires

202-1-1. Si oui, la liste est-elle établie au plan (réponses multiples possibles) :

- national
- par circonscription administrative ou état fédéré
- par circonscription judiciaire
- autre

Commentaire - Veuillez fournir tout autre commentaire concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment sont évaluées ses compétences ? par qui ?) :

202-1-2. Ces listes sont elles accessibles au public :

- (X) Oui sur Internet
- () Oui
- () Non

202-2. Quelle autorité est compétente pour l'enregistrement des experts judiciaires ?

- Le Ministère de la Justice
- Les tribunaux
- Un organe administratif
- Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)
- Autre

Commentaire - Veuillez préciser également les critères d'enregistrement :

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

- Oui, pour combien de temps
- Non

Commentaires

202-4. Dans une affaire, peut-on désigner un expert non inscrit sur la liste ou non enregistré ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, dans quels cas ? The judge shall appoint an expert off the online register, only when for the needs of the process, the expert is required to come from specific areas of expertise, for which the law does not provide for their licensing.

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

- Oui
- Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

- la procédure judiciaire
- le métier de l'expert
- autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : he has an interest in the case or in another dispute which is related to it in the trial.

2. he or his spouse has kin relations to the fourth degree or in-law to the second degree, or is related by obligations of child adoption, or lives together in a permanently with one of the parties or attorneys.

3. he or his spouse is in legal conflict or in enmity or in relations of credit or loan with one of the parties or one of the representatives.

4. he has given advise or has expressed opinion on the case in trial or has participated in the trial of the case in a different level of the process, has been questioned as a witness, as expert or representative of one or the other party.

5. he is guardian, employer of one of the parties, administrator or has another task in an entity, association, society or other institution which has interests in the case in trial.

6. in any other event when, according to concrete circumstances, serious reasons for partiality are verified. The request for resignation is presented to the chairman of the respective court who decides. The chairman of the Court of Appeal decides on the presentation of the resignation of the chairman of the district court, and the Chairman of the High Court decides on the request of the chairman of the Court of Appeal.

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3. Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre affaires	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

205-1. Qui détermine le montant de la rémunération de l'expert ?

	En matière civile/administrative	En matière pénale
Défini par la loi/ règlement ou réglementation spéciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Défini par le tribunal/juge	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Défini par le ministère de la Justice ou un autre ministère (fixant un tarif par exemple)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Salaires de fonctionnaire public (dans le cas d'un médecin légiste ou un autre spécialiste qui est un fonctionnaire public)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Librement négocié entre l'expert et les parties	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autre	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

206. Existe-t-il des dispositions impératives pour les experts judiciaires concernant :

	Oui	Non
Délais pour présenter le rapport d'expertise	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Qualité de l'expertise	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser et fournir des détails dans l'hypothèse où de possibles sanctions existent :

207-1. Le juge ou un autre organe contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

207-2. Les associations d'experts sont-elles impliquées dans :

- Le processus de sélection
- La formation initiale ou continue
- Les procédures disciplinaires
- NAP

Commentaires

K1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources :

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1 Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles en cours ou envisagées ?

208-1. Programmes de réforme généraux

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser :

208-2. Budget

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser :

208-3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux- (implantations géographiques), compétences des tribunaux, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-4. Accès à la justice et aide judiciaire

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-5. Conseil supérieur de la magistrature

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-6. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-7. Parité hommes/ femmes

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-8. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et

d'actes de coopération

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser :

208-9. Exécution des décisions de justice et en particulier décisions contre les autorités publiques

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser :

208-10. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser :

208-11. Lutte contre la criminalité

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser :

208-12. Système pénitentiaire

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser :

208-13. La justice adaptée aux enfants

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser :

208-14. La violence domestique

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser :

208-15. Nouvelles technologies de l'information et de la communication

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser :

208-16. Autres

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser :